

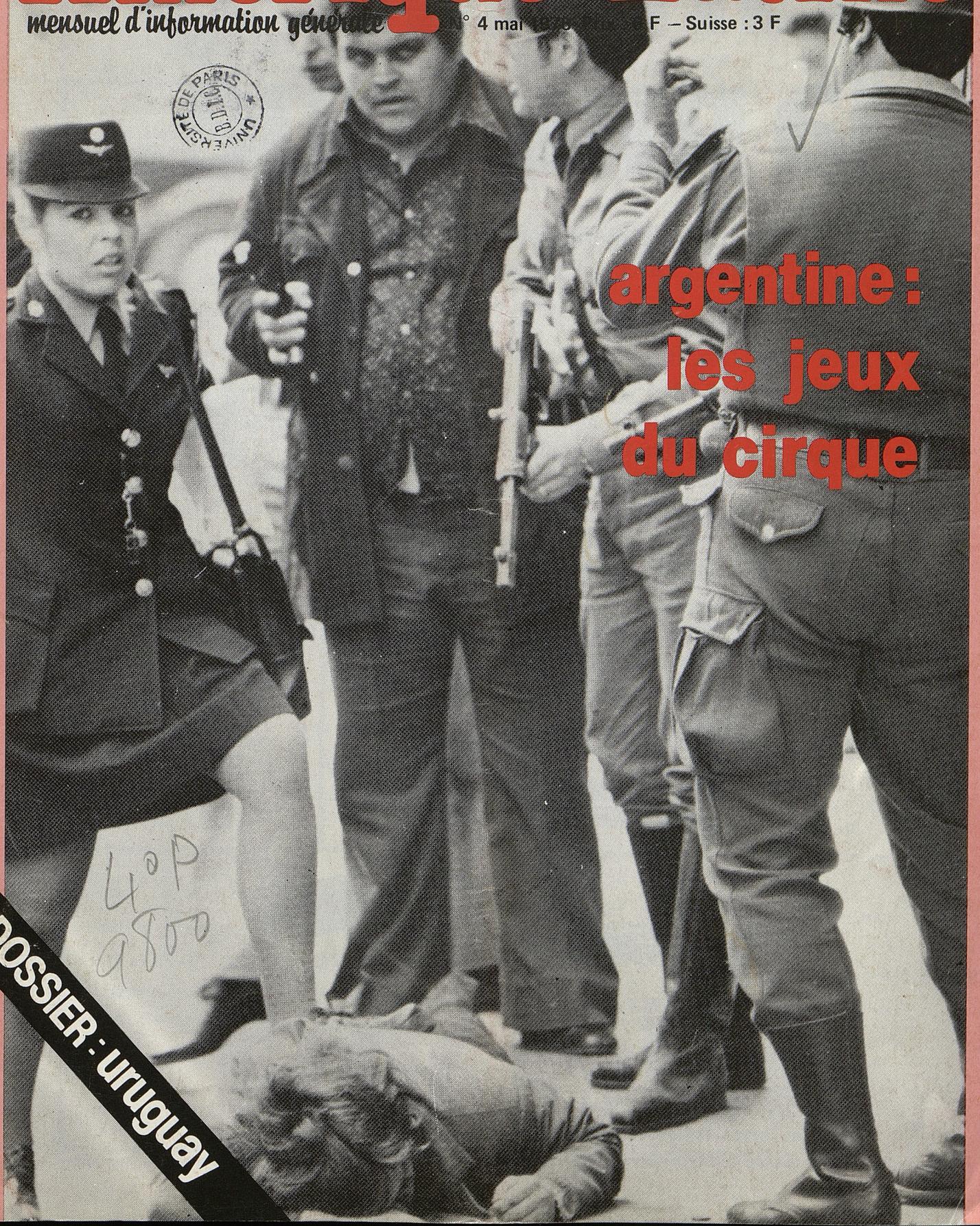
*Urgent*  
**Amérique Latine**

mensuel d'information générale n° 4 mai 1976 F - Suisse : 3 F



**argentine :  
les jeux  
du cirque**

40P  
9800  
**DOSSIER : Uruguay**

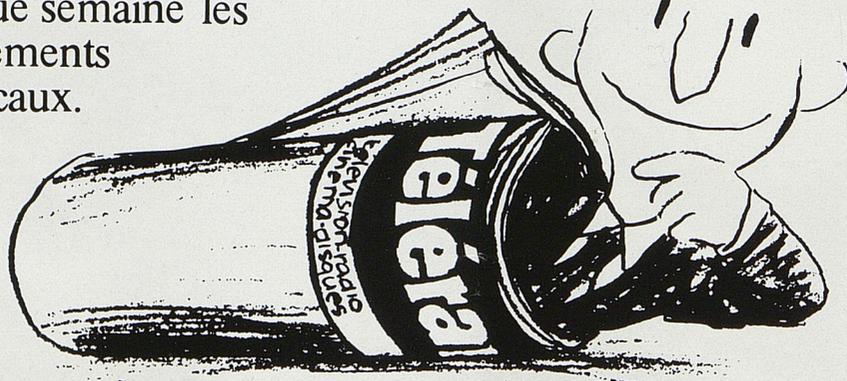


# En avant la musique.

A Télérama, nous avons toujours la musique en tête. Parce qu'on ne peut pas vivre sans.

Rengaines, fanfare du 7<sup>e</sup> génie, Dylan, Duke Ellington, Bach ou Berio, tout le monde aime la musique. Nous ne l'oublions jamais. C'est pourquoi, au-delà des émissions TV et des nouveaux films qui sortent, nous saisissons toutes les occasions de la faire découvrir : portraits, interviews, analyses et critique des principaux disques, programmes radio.

C'est pour exprimer nos émotions, notre refus et nos plaisirs que nous guettons chaque semaine les événements musicaux.



Mirabelle/Delacroix

# Télérama

Un hebdomadaire d'opinions sur la télévision, la radio, le cinéma, les disques.

*Urgent*  
**Amérique  
Latine**

Rédactrice en chef : Michèle Mattelart  
Responsable des informations : Ibar Aibar  
Secrétaire de rédaction : Jean-Pierre  
Desmond  
Maquettiste : Omar Saavedra

Rubriques :

Rapport de force internationaux :  
Bernard Cassen  
L'événement : Carlos Gabetta  
Questions politiques : Eduardo Oli-  
vares  
Cultures et Sociétés : Roger Bartra  
Économie : Patricio Tupper  
Productions culturelles : Ignacio  
Ramonet (cinéma), Huguette Faget  
(théâtre), Daniel Salinas (musique)  
Magazine : Catherine Bastard (coor-  
dination)  
Dossier : Armand Mattelart

Ont également participé à ce numéro :  
Liliana Gonzalez, Ernesto Gonzalez Ber-  
mejo, Mathilde Herrera, Olver Gibelto  
de Leon, Mariana Melo, Oswald Soriano.

Service d'Agence : Prensa Latina - Inter-  
Press Service - ALAI.

Administration et gestion : Luis Alvarez  
Diffusion et abonnements : Beatriz Rio-  
seco, Laura Mateluna  
Rédaction et publicité : 8, rue Au Maire,  
75003 Paris, tél. 271.86.25  
Directrice de la publication : Michèle  
Mattelart

Composition : Germinal : 272.71.13  
Impression M.S. : 672.23.63  
Distribution : NMPP (presse), Diffusion  
Populaires (librairies)  
Mensuel édité par Publication FRANCE-  
LATINE, S.A.R.L. au capital de 2.500 F  
Siège social : 14, rue Bourg-Tibourg,  
75004 Paris.

Gérant : Luis Alvarez  
©- Publ. F.L., R.C. Paris n° 77 B 8953-  
311700470  
Abonnement 12 numéros : France 60 F,  
étranger 80 F  
Dépôt légal : 2ème trimestre 1978  
Commission paritaire : démarches d'attri-  
bution de numéro en cours.

Étranger :  
Suisse : BP 1219 Le Lignon - Genève -  
Tél. 022/96-48-54.  
Diffusion et abonnements : Patricio  
Arellano  
Information : Hugo Levenberger, Alberto  
Dufey.

# SOMMAIRE

Argentine : • Après la Coupe	<b>6 - 10</b>
• Dossier : La destabilisation de la Culture Uruguay	<b>11-18</b>
• Chili : Le retour n'est pas pour demain	<b>19-21</b>
• La vie quotidienne à Villa Devoto	<b>23-26</b>
• Panama : le nouveau traité	<b>28</b>
• Magazine	<b>30-34</b>

## COMMUNIQUÉ

Un quatrième numéro de **L'Épique** vient de paraître sur 8 pages grand format ; ce journal réalisé par le COBA - Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football - est à diffuser largement pendant toute la durée du « mondial ». **La Coupe du monde de football ne doit pas cacher la réalité !** Pendant tout le mois de juin nous allons être abreuvés de commentaires sportifs, de pronostics, de chauvinisme, et pendant ce

temps, l'exploitation forcenée des travailleurs en Argentine continue, la torture systématique se poursuit dans les prisons.

**L'Épique** dénonce cette opération de diversion sociale et politique. Le « mondial » de la junte militaire, le matracage télévisé ne doivent pas cacher la réalité.

Une affiche nationale sur le même thème vient de sortir.

Tout ce matériel est à commander à COBA : 14, rue de Nan-  
teuil - 75015 Paris.

- 2 F le numéro  
- L'affiche : 0,50 F la pièce.



## ABONNEMENT

8, RUE AU MAIRE - 75003 PARIS

Nom et prénom : Mme, Mlle, M. ....

Profession : .....

Adresse : .....

SOUTIEN : 1.000 F  500 F  100 F

Chèques ou virement à l'ordre de Société de publications France Latine

Souscription annuelle : (12 n°) : France 60 F , Étranger 80 F

# COURRIER DES LECTEURS

## A PROPOS DES « CHILI-IMPRESSIONS » DE BERZOSA

Je voudrais vous faire part des réflexions que m'a inspirées le film de Berzosa, projeté dernièrement sur Antenne 2, au cours de quatre dimanches. Mis à part le fait que j'ai énormément apprécié que la télévision française s'occupe du Chili — chose peu courante — j'avoue avoir été au début assez séduit par la façon dont Berzosa traite le genre documentaire, et par sa virtuosité. J'ai vu ces films en compagnie de plusieurs personnes et j'ai tout à coup constaté que l'ambiance était comparable à celle de ces spectacles où un comique relève le défi de « maintenir » une salle en état d'hilarité permanente. Personnellement, je comprenais fort bien de quoi on riait autour de moi, mais je sentais que ce spectacle avait bien peu de rapport avec une réalité que je connais. Je me suis alors rendu compte que ce qui m'empêchait de m'unir au chœur des rires, c'était la conclusion politique à laquelle ce film conduit le spectateur. A savoir qu'au Chili, quatre représentants de la classe moyenne, plats, prétentieux, ignorants, voire tout simplement sots, sont parvenus, par le seul poids des armes, à dominer un des peuples latino-américains doués de la plus haute conscience politique. Je comprends bien qu'un réalisateur ait été tenté d'offrir un spectacle qui plaise à coup sûr au public. Fort heureusement, nombre de Français ne se contentent pas de ce genre d'explications et ont donc eu seulement la possibilité d'enrichir leurs connaissances sur le Chili avec les documents présents dans le film, qui, pris séparément, ont une valeur indéniable.

Mais, vu globalement, le film de Berzosa ne contient aucun élément qui permette de faire connaître effectivement les intérêts que défendent les Forces armées chiliennes. Les entrevues à des latifundistes et à un super-aristocrate du Club de l'Union pourraient faire croire qu'ils représentent les secteurs sociaux et économiques au pouvoir. Il me semble que cela est bien loin de la réalité. Le projet économique de la junte favorise principalement le capital monopoliste qui a la possibilité de s'insérer dans le rôle qui correspond aux pays dépendants dans la nouvelle division internationale du travail. Nous n'avons vu à aucun moment, pas même au hasard d'une allusion sur les secteurs financiers, ceux qui occupent précisément une place centrale dans le projet économique de la junte. Il aurait été important que Berzosa nous permette de comprendre un peu mieux l'existence de ces deux univers idéologiques qu'il nous présente constamment : le pouvoir et les victimes de la répression.

Il me semble même, tout en acceptant le caractère nécessairement limité de la démarche de Berzosa (comment exiger d'un film qu'il rende compte de toute une réalité si complexe ?) que cette démarche peut conduire à des lectures erronées de la réalité. Je me réfère à ce besoin réitéré de faire impression sur le spectateur français, au moyen du ridicule, avec la « platitude » des membres de la junte. Je fais personnellement partie de ceux qui ont connu de près les crimes de la dictature et cette nouvelle information sur sa vie privée n'a pas beaucoup d'intérêt. Les membres de la junte appartiennent à la classe moyenne et à une classe moyenne militaire. Beau-

coup de présidents démocrates appartiennent aussi à cette classe et supporteraient aussi mal que la junte l'acuité de Berzosa. Je crois que le fait que le Chili soit gouverné par quatre petits bourgeois sots et prétentieux est vraiment le moins grave de ce qui s'y passe aujourd'hui.

Cela dit, les entrevues à ces membres de la junte ont le mérite de porter témoignage de l'hypocrisie avec laquelle ils recouvrent leurs crimes.

Si j'ai voulu faire part de ces critiques, c'est pour souligner le risque que comporte ce genre de documentaire au niveau de ses objectifs politiques. Il serait intéressant de continuer à polémiquer sur ce thème, qui a déjà été posé par le film sur Amin Dada.

Ricardo Perez V.

## APPEL AUX CANCÉROLOGUES FRANÇAIS INVITÉS EN ARGENTINE

Lettre envoyée à l'ensemble du corps médical par le Docteur Léon Schwarzenberg, Membre du Comité International contre la répression.

Mon cher Confrère,

Le prochain Congrès international de Cancérologie doit se tenir à Buenos-Aires en octobre prochain. Or, « **L'Argentine est devenue depuis quelques années le pays du monde où les droits de l'homme sont le plus méprisés** » (« Science », 24 décembre 1976). Je sais qu'on peut malheureusement répondre à cette affirmation : « Dans quel pays les droits de l'homme ne sont-ils pas bafoués ? ». Mais il y a des degrés dans l'infamie, la torture et la bêtise. Mettre en prison pour des délits d'opinion des physiciens, des médecins, des psychiatres, des étudiants, des ingénieurs et des ouvriers, en laissant leurs familles sans nouvelles ; se livrer à des exécutions sommaires ; recourir à la torture systématique, coups de pied et coups de poing sur des prisonniers enchaînés, électrodes au niveau des parties génitales, écartèlement public jusqu'à la dislocation du corps, vivisection à la scie électrique : les prisons et les camps de concentration argentins sont devenus la réincarnation de « Nuit et Brouillard ».

Le Congrès sera inauguré par le chef de la junte militaire actuelle, le général Videla. Pouvez-vous y assister sans rien dire ? Toute effraction du silence qui entoure les tortures argentin leur est utile, et votre voix a de l'importance : les criminels ont toujours peur de la lumière.

Une demande insistante préalable aux dirigeants argentins, faisant état de votre douloureux malaise et de votre désir de voir les prisonniers dont les noms suivent (liste malheureusement non exhaustive), et posant cette condition pour votre venue à Buenos-Aires, serait d'un grand secours. Vous vous honoreriez en même temps que vous respecteriez la raison d'être de tout médecin : soulager ceux qui souffrent.

**Est-il possible, sans protester, de tenir un congrès destiné à épargner aux hommes l'esclavage de la maladie, dans un pays où ils subissent tous les jours, l'esclavage de la torture physique et morale ? ON SERAIT ALORS EN DROIT DE VOUS DIRE QUE VOUS CHOISISSEZ LE CANCER CONTRE LEQUEL VOUS LUTTEZ.**

Je vous demande de comprendre cette supplique et vous prie de croire, mon cher Confrère, à l'assurance de mes sentiments fidèlement dévoués.

## COMMUNIQUÉ

La Fédération Nationale des Élus Socialistes et Républicains demande à tous les groupes socialistes siégeant dans des Conseils municipaux, généraux ou régionaux d'entreprendre une action énergique afin de dénoncer le régime de terreur qui sévit en Argentine, régime qui va essayer d'utiliser à son profit la Coupe du monde de football.

Les élus socialistes doivent tout d'abord proposer des textes exigeant des pouvoirs publics qu'ils ne cautionnent pas la situation subie par le peuple argentin. Ces textes doivent notamment demander au gouvernement français d'intervenir pour la libération des prisonniers politiques détenus sans jugement, pour une information sur les Français disparus en Argentine, pour qu'il soit mis fin aux méthodes de répression inhumaines actuellement pratiquées. Le gouvernement français doit également user de tous les moyens à sa disposition pour que soit garantie la plus entière liberté d'information et d'expression des journalistes et des sportifs qui se rendront en Argentine et ne pas imposer à ces derniers de participer aux manifestations officielles de la junte.

Dans le même temps, les élus socialistes doivent favoriser sur le plan local, toutes les actions d'information sur la situation réelle de l'Argentine : expositions, projections de films, rencontres avec les exilés argentins, débats dans les équipements sociaux, culturels, etc.

Antoine Blanca,  
le Délégué général

## INVITATION

La rédaction d'*Urgent... Amérique Latine* et la *Librairie Centre des pays de langue espagnole et portugaise* vous invitent à assister à une conférence-débat sur la musique latino-américaine donnée par **Julio Cortázar** le mardi 13 juin à l'auditorium Gil Vicente de la librairie.

Librairie Centre : 16, rue des Écoles  
75005 Paris. Invitations à retirer à la librairie.

## PAS D'ACCORD

Paris le 19 avril 1978

Monsieur le Directeur,

Dans le premier numéro de la revue « *Urgent... Amérique Latine* » a été publiée une « Rencontre avec le cinéaste Jorge Sanjinés ». Nous considérons ses propos assez graves, et bien que la revue ne soit nullement responsable des propos avancés, ceux-ci ne peuvent que ternir l'image de votre publication. (...)

Le cinéma de Sanjinés ressemble au « cinéma-instrument » du professionnel ethnologue et tout comme lui, il s'agit en tant qu'individu étranger au peuple qu'il présente dans ses films, et s'intéresse au sujet dans la mesure où l'observation de ses caractéristiques sociales et historiques l'aident à réaliser sa mission. La mission de l'ethnologue est de prolonger la mort culturelle commémorée par les missionnaires religieux lors de l'invasion espagnole de l'Amérique du Sud. La mission destructrice de l'ethnologue agit à travers la connaissance ; quand l'ethnologue « connaît » le peuple qu'il est en train d'étudier, il le livre à l'exploitation du système qui finance son étude... Sanjinés est aussi un « missionnaire » politique.

Sanjinés parle « au nom » des Indiens, ce ne sont pas eux qui s'expriment. Et quelle est l'image que Sanjinés montre de l'Indien ? Qu'est-ce qu'il lui fait dire ? Pour lui, l'Indien représente un groupe de personnes incomprises et opprimées : il faut les comprendre et les libérer. Pour Sanjinés, le problème bolivien est un problème de non-connaissance de « sa » réalité, de mauvaise coordination entre

« la culture et la révolution ». Dans ses films, il prêche aux « libérateurs » (les révolutionnaires) que, s'ils ne connaissent pas les « particularités culturelles » de leur « terrain », ils ne pourront pas faire leur révolution.

Dans ses films, Sanjinés présente l'Indien comme quelqu'un de maladroit, incapable de réagir si ce n'est à travers des personnes intermédiaires (film : « *L'Ennemi principal* »), ou comme un individu qui ne peut résoudre des problèmes étrangers qu'en faisant appel à des remèdes étrangers : en somme, l'Indien, « caisse de résonance » des discours qui ne sont pas les siens (film « *Hors d'ici* ») ; il ne le présente **jamais** comme un peuple ayant de la personnalité, capable de prendre lui-même en main son passé et prévoir son avenir. (...)

N'importe qui connaissant l'Amérique du Sud, sait que pour les « Latino-américains », le terme « Indien » est un terme d'usage péjoratif, que la culture indienne est farouchement annihilée, que l'assassinat et l'exploitation sociale sont des vérités quotidiennes pour les Indiens, qu'à l'intérieur de chaque pays il existe les nationaux et les « autres », les Indiens. Tout ceci est vrai. Dans certains pays, il existe un colonialisme interne, une « **occupation interne** ».

Il est vrai également que tout peuple colonisé et opprimé se libère lui-même. Il n'est pas libéré par les « intellectuels » habiles, ni par les jeunes de bonne volonté. Ce sont les peuples qui luttent et bâtissent leur avenir, et ce sont eux seuls qui ont le droit de parler de leur réalité.

(...) Il est lamentable que, à l'attaque des gouvernants nationaux, il faille ajouter celle de groupes qui se prétendent révolutionnaires, quand ceux-ci accusent l'Indien d'être « instrument de l'impérialisme » : au fond, leur attitude est compréhensible puisqu'ils font partie intégrante de la nation, de la culture et du système qui exploitent et oppriment l'Indien. Ils se sentent visés quand l'Indien déclare que sa libération, c'est la **contestation globale** de l'ordre qui l'opprime. Ils présagent que leurs ambitions et « alternatives » sont en danger si l'Indien récupère sa dignité et bâtit son pays.

C'est parce que l'Indien a un passé à revendiquer. L'Indien en tant que peuple et culture, est le fruit d'une civilisation millénaire, antagoniste de la civilisation qui l'opprime non seulement dans le domaine économique, mais dans l'ensemble des valeurs qui caractérisent une civilisation. A ceux qui prônent (comme Sanjinés) le dogme de l'infailibilité universelle de la lutte de classes, l'Indien leur répond : pour le peuple indien, la différence entre valeurs occi-

dentales (colonisateurs) bonnes et mauvaises, est une tâche qui ne le concerne pas, c'est plutôt l'affaire des personnes qui font partie de cette civilisation, puisque l'Indien ne pense pas se libérer avec les outils d'un système qui dans son ensemble se révèle inhumain et oppresseur.

Quand l'Indien écoute crier des « Latino-américains » que, dans un effort pour occidentaliser le problème indien, cataloguent le problème comme « social » de « système », de « classes », et quand il voit actuellement à l'Occident si admiré par eux, se convulsionner d'Est à Ouest pour des problèmes qui ne sont pas de **système mais de civilisation**, pour des problèmes comme celui de l'écologie, du péril nucléaire, de l'armée, de la femme, et quand il voit avec stupéfaction que les politiciens, aussi bien de droite que de gauche ont la même position face à ces problèmes en les assimilant et en les dégradant, les Indiens étudiants que nous sommes, ne pouvons adopter d'autre attitude envers les « intellectuels » qui nous bafouent, que celle d'une pitoyable indifférence. Si aujourd'hui nous écrivons cette lettre, ce n'est pas en pensant à eux, mais au public qui lit cette revue, qui souhaite être informé sur les problèmes de l'Amérique « Latine », de cette Amérique (nous espérons que maintenant il y en aura beaucoup qui seront en mesure de comprendre) où vivent et luttent des millions d'êtres qui n'ont rien de latin !

En demandant le droit de réplique nous croyons agir justement en exigeant la publication intégrale de cette lettre dans la revue que vous dirigez. Nous espérons que cette attitude fera ressortir une fois de plus, le caractère respectueux des personnes intéressées à diffuser les problèmes de notre Amérique.

Avec nos remerciements, nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments respectueux et dévoués.

Murillo Heriberto  
Pedro Portugal Mollinedo  
Juan Limachi Patzi  
Nolasco Mamani  
Pedro Velasco  
Leopoldo de la Parra

■ Nous ne publions que des extraits de votre lettre, l'espace dont dispose le Courrier des lecteurs ne nous permettant pas de la publier entièrement. Nous accueillons volontiers vos propos, mais non pas en vertu du droit de réponse, comme vous le réclamez, les propos tenus par Sanjinés n'ayant nominalement attaqué personne.

# CONCOURS D'ABONNEMENT

Gagnez un voyage au Mexique pour deux personnes pour 1979, offert par **Urgent Amérique Latine** et **UNICLAN-Voyages**, en vous abonnant à **Urgent Amérique Latine** avant le 20 octobre 1978.

Le prix comporte le voyage A/R et un séjour complet de 21 jours au Mexique pour deux

personnes.

En raison des modifications de la durée du séjour, la date du tirage au sort, effectué parmi les abonnés, a été repoussée au 23 octobre 1978, au siège du journal. Le nom du gagnant sera communiqué personnellement et publié dans le numéro de novembre.

## A TRAVERS LE MEXIQUE (circuit UNICLAM-Voyages) Circuit de 21 jours pour 2 personnes

**Jour 1** : PARIS-MEXICO : envol en début d'après-midi pour MEXICO. Transfert et installation à l'hôtel.

**Jour 2** : MEXICO : le matin, visite de la ville. Après-midi : visite du Musée d'Anthropologie.

**Jour 3** : MEXICO : journée libre.

**Jour 4** : MEXICO/TECOLUTLA : le matin, départ pour TECOLUTLA. En route, visite du site archéologique de TEOTIHUACAN. La route traverse une succession de zones nettement définies, tout y est différent : le climat, la végétation, la faune, les couleurs et les costumes : le panorama nous montre les agaves et les figuiers de Barbarie, des bois de liquidambar, les chênes-rouvres et les champs de blé, de canne à sucre... En arrivant à l'État de Veracruz, on trouve des bananiers géants, des hauts palmiers, toute une végétation exubérante. Arrivée et installation à l'hôtel.

**Jour 5** : TECOLUTLA/VERACRUZ : Avant de prendre la route pour Veracruz, visite de la ville de PAPANTLA, capitale des Totonèques, ou « Civilisation du Tajin ». Visite du site archéologique « El Tajin » (le dieu de la pluie). La pyramide décorée de 365 niches est le monument le plus célèbre de toutes les constructions totonèques.

Dans l'après-midi, départ pour VERACRUZ par une route longeant le golfe de Mexico. Arrivée et installation à l'hôtel. Le port de Veracruz est réputé pour la gaité de ses habitants.

**Jour 6** : VERACRUZ/VILLAHERMOSA : après une matinée libre pour profiter de la magnifique plage de Mocambo à Veracruz, départ pour VILLAHERMOSA.

**Jour 7** : VILLAHERMOSA/CAMPECHE : matinée libre. Après le déjeuner, départ pour CAMPECHE par la route en dehors des circuits touristiques. Nous prendrons le bateau pour arriver dans l'île del Carmen. Visite de l'île et continuation sur CAMPECHE.

**Jour 8** : CAMPECHE/MERIDA : en route, UXMAL.

**Jour 9** : MERIDA : le matin, visite du CHICHENITZA. Retour à Merida et fin de journée libre.

**Jour 10** : MERIDA/PALENQUE : tôt le matin, départ pour PALENQUE. Visite des ruines dans l'après-midi.

**Jour 11** : PALENQUE/SAN CRISTOBAL : le matin, départ pour SAN CRISTOBAL. Si la nouvelle route est praticable, on arrive à SAN CRISTOBAL pour le déjeuner. Après-midi libre.

**Jour 12** : SAN CRISTOBAL : matinée libre, pour visiter le marché de SAN CRISTOBAL. Dans l'après-midi, visite d'un village indien.

**Jour 13** : SAN CRISTOBAL/OAXACA : très tôt le matin, départ pour OAXACA.

**Jour 14** : OAXACA : le matin, visite de MONTE ALBAN. Après-midi libre pour visiter la ville.

**Jour 15** : OAXACA/PUERTO ESCONDIDO : le matin, départ pour PUERTO ESCONDIDO, petit port au sud d'OAXACA, sur le Pacifique.

**Jour 16** : PUERTO ESCONDIDO/ACAPULCO. Après une matinée de détente sur les plages de PUERTO ESCONDIDO, départ pour ACAPULCO. Arrivée et installation à l'hôtel.

**Jour 17** : ACAPULCO : journée libre.

**Jour 18** : ACAPULCO/TAXCO : le matin, départ pour TAXCO.

**Jour 19** : TAXCO/MEXICO : dans l'après-midi, départ pour MEXICO.

**Jour 20** : MEXICO : journée libre.

**Jour 21** : MEXICO/PARIS : dans la matinée, envol pour Paris.

**Jour 22** : PARIS : arrivée en début d'après-midi.

**Dates** : avril : 06 ; mai : 06 ; juin : 03 ; juillet : 01, 11 ; août : 03, 10 ; septembre : 02.

Ce circuit inclut :  
- le vol PARIS/MEXICO/PARIS  
- tous les transferts intérieurs en bus climatisés ;  
- le logement en hôtel confortable en chambre triple ;  
- le petit déjeuner ;  
- les visites et excursions reprises au programme ;  
- l'assistance d'un accompagnateur bilingue..

# après la coupe du monde

**Le gouvernement argentin a tout fait pour qu'une fois de plus les grandes cérémonies du sport tirent un rideau sur la réalité du pays qui les accueille.**

**La solidarité internationale et la résistance intérieure ont déjoué ces plans. La première manche est gagnée. Mais après ?**

La coupe du monde est commencée en Argentine. Toutes les équipes sélectionnées, les journalistes et les « sportifs » du monde entier y sont. Pendant deux semaines, 1,5 à 2 milliards d'êtres humains vont consacrer deux heures par jour à regarder un match. Le match qui sera joué à 15 heures à Buenos-Aires, sera vu à 21 heures en Europe, à 3 heures du matin en Chine ou au Japon. Le soleil déclinant de l'automne sud-américain est celui du printemps en Europe.

Il y a deux ans, le gouvernement militaire argentin avait pensé que le « mondial » serait l'occasion de montrer au monde comment il avait su « faire régner l'ordre dans le pays », après les menaces de destruction de la « tradition chrétienne et occidentale » proférées par les « politiciens professionnels démodés » et la « subversion internationale ». Cette énorme audience internationale, que la technique mettait à sa disposition pour la Coupe, serait le témoin de la fin de sa « guerre sainte » de la croisade qui

avait donné aux Argentins la paix et la prospérité.

### Le boomerang du « mondial »

La réussite de ce plan impliquait le déclin de toute résistance intérieure contre la dictature, l'existence d'une base politique d'appui et la fin de la campagne internationale de dénonciation contre le régime. Ces choses ne se sont pas réalisées. La classe ouvrière argentine, principal objectif de la fureur homicide des militaires, bien qu'ayant perdu 85 % de ses jeunes dirigeants, combattifs et expérimentés, forgés au cours des années de combat et de succès contre une autre dictature (celle du général Onganía, 1966-1973), a continué la lutte. De grandes vagues de grève ont secoué le pays en 1976 et 1977 et d'autres dirigeants anonymes ont pris la relève. La guérilla, l'autre cible immédiate des militaires, a reçu, elle aussi, des coups très durs, mais elle continue à opérer. Les partis politiques démocratiques et d'autres secteurs, comme l'Église, bien que timides devant la répression et divisés sur leur définition du gouvernement militaire, ne lui ont pas apporté leur appui (le Parti communiste, qui compte dans ses rangs 30 morts, 150 disparus et 300 prisonniers, continue à faire dans l'armée la distinction entre les « colombes » et les « faucons » — dans l'Église, l'équilibre entre les conservateurs et les progressistes conduit à l'institution de l'immobilisme. En somme, l'isolement politique des militaires continue.

Sur le plan international, le caractère ultra-réactionnaire et répressif du gouvernement de Videla est connu de tout le monde, mais la réalisation de la Coupe du monde a donné le « coup de pouce » final à la campagne. Agissant comme un boomerang, la « mondial » a achevé de démasquer les militaires.

La convergence de ces différents facteurs — continuité de la résistance, isolement intérieur et international — a sérieusement affecté les plans économiques. Au cours des quatre premiers mois de l'année l'inflation a atteint 46,5 % (soit le double de ce que le gouvernement jugeait acceptable) et les symptômes de récession s'accroissent.

C'est dans un tel climat de faillite générale que sont apparus, au milieu de l'an dernier, des symptômes de division à l'intérieur des Forces armées et de l'équipe gouvernementale. L'amiral Masera en est arrivé à accuser Videla d'être « l'unique responsable de la répression » et à reconnaître l'existence de « quelques secteurs fascistes » dans l'armée. Par ailleurs le chef de la Marine, soutenu par certains secteurs de la bourgeoisie opposée au ministre de l'Économie. (voir *Ur-*

*gent Amérique Latine* n°1) ne cesse pas de critiquer la politique économique de Martinez de Hoz.

### Tout est possible

Que signifie la réalisation de la Coupe du monde en Argentine ? Dans un tel contexte, politique et social, beaucoup et peu de choses tout à la fois. Beaucoup, parce qu'il s'agit là d'une énorme opération de prestige montée par la junte et devenue le principal outil de ses ennemis intérieurs et surtout extérieurs. Peu, parce que la Coupe ne durera que deux semaines et qu'ensuite, la presse mondiale ne s'intéressera plus à l'Argentine de la même manière. On peut même craindre qu'un processus de saturation des « médias » ne finisse par entraîner un phénomène négatif de rejet dans l'inconscient des consommateurs de l'infor-



mation. Après deux semaines de « ballon rond » les amateurs et les journalistes partiront, mais la dictature continuera.

Les militaires argentins, qui, devant l'imminence de la Coupe, ont fait taire leurs divergences, vont s'affronter de nouveau, rien d'important n'ayant changé. Le président Videla inaugurerait le 1er août une nouvelle période présidentielle de trois ans avec cependant une autorité affaiblie. L'assemblée des brigadiers, généraux et amiraux qui a imposé le 29 avril dernier une trêve à Videla, Masera et Agosti, ont dépouillé les membres de la junte de leurs pouvoirs réels, le trio devant prendre sa retraite militaire au cours de l'année. Qui seront les remplaçants ? Quand leurs noms seront connus, on connaîtra avec plus de précision l'orientation du processus politique, et le sort de Martinez de Hoz et de sa politique économique.

Pour le peuple argentin confronté à la richesse des visiteurs étrangers, aux stades vides, à l'inutilité des hôtels de grand luxe qu'aucun Argentin moyen ne pourra jamais fréquenter et de la télévision en couleurs — spécialement mise en place pour le « mondial » — que personne ne pourra acheter, la misère et la terreur quotidiennes seront plus évidentes que jamais après la Coupe du monde. Si l'équipe nationale gagne la Coupe, le trophée restera loin du peuple, sous la garde des baïonnettes. La joie de l'avoir gagné sera plus éphémère et anodine que jamais. Les joueurs et les militaires sableront le champagne dans la coupe d'or, les Argentins boiront du vin trafiqué au goût de mazout dans des verres ordinaires, comme tous les jours.

Au cours du championnat lui-même, tout peut arriver. Manifestations dans les tribunes, grèves, sabotages. Tout peut aussi se passer normalement. Que l'équipe argentine gagne ou non, que les mili-

taires réussissent ou non à s'en sortir avec l'organisation du tournoi. Par contre, il sera difficile pour la dictature de se remettre de la campagne internationale qui s'est développée grâce à la Coupe et que l'économie absorbe les 700 millions de dollars qu'aura coûté l'événement.

La Coupe du monde aura duré deux semaines. La dictature militaire dure déjà depuis deux ans. La lutte du peuple argentin durera beaucoup plus, jusqu'à la défaite des militaires. Il est trop tôt pour faire un bilan de la « bataille du mondial de football », mais on peut dire, qu'au moins sur le plan international, les dictateurs argentins l'ont déjà perdue. Cette bataille n'a pas été la plus importante, ni ne sera la dernière. La guerre contre la tyrannie et l'exploitation continue. Cela ne devra pas être oublié quand le délire du football aura disparu.

Carlos Alberto Gabetta

# l'opposition argentine et la coupe du monde

Les personnes interviewées ici appartiennent à différents secteurs de l'opposition à la dictature. Il s'agit de :

**Raul F. Laguzzi**, ancien recteur de l'université de Buenos-Aires et doyen de la faculté de pharmacie et de bio-chimie, aujourd'hui secrétaire général du CAIS (Comité argentin d'information et de solidarité). **Raul Aragon**, ex-professeur aux universités de Buenos-Aires et de Moron, recteur du collège national de Buenos-Aires, directeur de l'Association des avocats, et de la Fédération des ouvriers et employés du téléphone. **Martin Federico**, avocat, conseiller de nombreux syndicats, ex-doyen de l'Université nationale de Cordoba, aujourd'hui au Comité directeur du CAIS. **David Maistad**, avocat et membre de la Ligue des droits de l'homme. (Ses réponses sont extraites de la déclaration de la Direction nationale de la Ligue argentine des droits de l'homme).

Dans les circonstances actuelles de l'Argentine, que pensez-vous de la Coupe du monde ?

**Raul Laguzzi** : La junte militaire cherche évidemment avec la Coupe du monde à obtenir un crédit politique. Cependant, l'événement a aidé énormément ceux qui dénoncent les exactions de la dictature. Notre indépendance nationale ne se fera pas en jouant au foot-ball. C'est seulement, en luttant sur tous les plans, le peuple qui la gagnera, sur certains d'entre eux, nous devons lui apporter notre aide.

**Raul Aragon** : La campagne pour le boycott a montré son efficacité. La junte, de son côté, utilisera la Coupe pour gagner un appui politique intérieur et international.

**Martin Federico** : La dictature prétend utiliser cette rencontre à son bénéfice, mais la Coupe du monde ne pourra jamais effacer les crimes, ni les camps de concentration, les milliers de disparus, l'absence de liberté politique et syndicale, ni la crise profonde économique et sociale.

**David Maistad** : La Ligue argentine des droits de l'homme se félicite que des étrangers se préoccupent de la situation argentine. La solidarité internationale est un facteur important de la lutte des peuples pour leur libération.

— Quelle est votre opinion sur les deux positions en présence : le boycott ou la participation qui permettrait de dénoncer la répression et les exactions de la junte ?

**Raul F. Laguzzi** : Les deux positions sont importantes. Le résultat dira quelle était

la meilleure. La lutte sera longue et ne se termine pas avec le « mondial ». Je crois qu'il faut féliciter tous ceux qui ont lutté sur l'une ou l'autre position, et contribuer à chercher un esprit unitaire.

**Raul Aragon** : Tout ce qui se fait dans le sens de la liberté des prisonniers et pour le rétablissement des libertés est très important. Dans le fond, aucune position n'est contradictoire si elle a pour objectif de faire prendre conscience du drame argentin.



R. Laguzzi



R. Aragon



M. Federico

**Martin Federico** : Aucun Argentin ne peut être opposé aux initiatives qui surgissent dans chaque pays pour la défense des droits et des libertés de notre peuple. Pour moi, l'initiative du boycott est correcte, bien que ce ne soit pas le thème central, l'important est l'appui et la solidarité que réveillent ces initiatives.

**David Maistad** : La Ligue ne prétend pas transformer la solidarité internationale en boycott politique d'un événement sportif, dont le résultat serait d'isoler le pays de la communauté internationale. Le peuple argentin lutte dans des conditions très difficiles pour gagner la paix sans disparus, sans assassinats, sans tortures.

— Les modifications en cours au sein de la junte et les contacts établis par certains militaires avec l'opposition, constituent-ils à votre avis des changements importants ?

**Raul F. Laguzzi** : En aucune manière. Il faut d'abord dire qu'il n'y a aucun changement fondamental. Les apparences changent mais la chose reste identique. Que peut leur faire aux Argentins, le fait que Videla ait ou non un uniforme, si son projet reste le même ! Ensuite, il faut dire que le dialogue est justement recherché pour institutionnaliser la dictature. Mais le projet impérialiste ne peut pas aller au-delà, pour cette raison tout dialogue sera un échec.

**Raul Aragon** : Il n'y a pas de changement important dans la structure du gouvernement. Si les conversations de l'amiral Masera avec des hommes politiques argentins signifie dans les faits une nouvelle politique, alors la tendance actuelle se serait retournée pour le bien de l'Argentine et de l'Amérique Latine. Mais si ces conversations cherchent l'appui de secteurs politiques aux projets de la junte, alors la situation actuelle continuera aussi grave avec ses conséquences de terreur et de mort.

**Martin Federico** : Ces modifications appelées « ouverture », « démocratisation », etc., sont les premiers pas vers l'institutionnalisation du pouvoir dictatorial. Ce changement se résume au remplacement

du général Videla par un monsieur Videla, en costume et cravate. Ni un front civil-militaire, ni aucune des formules libérales ne sont des propositions valables.

**David Maistad** : L'Argentine vit aujourd'hui un processus politique aigu dans lequel le dernier mot n'a pas encore été dit. Des forces contradictoires s'y opposent, les unes utilisent le chaos et la terreur pour dominer la souveraineté du pays, les autres, liées à la volonté populaire, essentiellement démocratique, veulent une issue pacifique et constitutionnelle. Ceux qui sont le mieux autorisés à donner leur opinion sont bien sûr les citoyens résidant dans le pays.

— Pensez-vous que ce dialogue peut avoir des conséquences positives ?

**Raul F. Laguzzi** : Le seul aspect positif de ce dialogue est son échec. Je crois que c'est ce qui va se passer. Il peut y avoir un dialogue entre cadavres politiques qui ne représentent pas le peuple. C'est un dialogue illusoire pour essayer de se sauver. Rien de plus.

**Raul Aragon** : Aucun dialogue ne peut apporter à notre pays des solutions immédiates ou différées. Les militaires argentins ne se sont jamais signalés dans l'histoire comme agents progressistes de changements, mais il ne faut pas écarter la possibilité que les échecs constants les conduisent dans de nouvelles directions.

**Martin Federico** : Aucun dialogue ne sera valable si ce n'est avec le peuple. Ce que veut le peuple argentin, la junta le sait très bien, et il ne semble pas y avoir des interlocuteurs éclairés pour entendre ce que crient les travailleurs, les habitants des bidonvilles, les étudiants, les cadres, les petits propriétaires, les familles de prisonniers et de disparus.

**David Maistad** : La défense réelle des droits de l'homme se concrétise dans un dialogue avec tous les secteurs de l'opinion publique pour le rétablissement complet des libertés démocratiques.

Propos recueillis par  
Ibar Aibar

## le premier but

L'écrivain argentin Osvaldo Soriano, auteur de *Je ne vous dis pas adieu* (éd. Fayard), évoque pour nous, à l'occasion de la Coupe de monde, l'émotion de son premier but.

D'autres tireront mieux que moi les implications politiques et sociales du foot-ball en Argentine. Tout le monde s'accordera à reconnaître que le foot-ball est l'une des grandes passions de notre peuple, une passion aussi difficile à comprendre en Europe que celle que suscite encore, plus de quarante ans après sa mort, Carlos Gardel, le créateur du tango moderne. C'est pourquoi j'ai choisi un moment de ma propre vie pour transmettre ce que le foot-ball signifie pour nous, Argentins. Je ne suis pas certain d'avoir réussi, mais j'ai éprouvé une grande joie à l'évoquer. Et nous n'avons plus tellement l'occasion d'utiliser ce mot : joie.

Le souvenir de cet après-midi du 25 mai 1957 me poursuit, et me poursuivra, toute ma vie. Soleil chaud de l'automne, peupliers qui encerclent un terrain inégal et dur, un certain parfum dans l'air que je retrouve parfois vaguement dans un parc de Bruxelles ou dans la campagne des alentours de Paris. Le ballon n'est pas exactement rond, il pointe quelque part et répond laborieusement à la caresse du pied ou au coup de tête sec. Les Ferrovarios de Neuquen — en Patagonie argentine — nous attendaient, sûrs d'eux-mêmes, orgueilleux,

l'air satisfait, des victoires remportées contre les meilleurs. Ils sont les as du championnat, les invincibles. Vêtus de maillots rouges et bleus avec une mince bande blanche et d'un pantalon tout juste sorti de la laverie. Nous, ceux du général Belgrano (chez moi, les clubs de foot-ball aussi portent le nom et le grade du patriote de service), formons un petit club, d'une province voisine, celle de Rio Negro, habitués à perdre lamentablement et à ramener nos maillots à la maison pour que la « mère » les lave dans l'évier avec les draps et les chemises. Ce jour-là, nous nous sentons plus faibles que jamais : les meilleurs joueurs ont jugé inutile de se déplacer pour une défaite inévitable. Moi, jeune homme de quatorze ans, je me retrouve à la place d'un avant-centre habile et plus ou moins connu dans la région. Soudain, le vent. Nous l'avions déjà rencontré en route, pendant les quelques kilomètres qui séparent un village d'un autre, dans la carcasse d'un International de 1929 qu'un dirigeant du club utilise pour la récolte des pommes. Là, le vent balaie le sable fin des dunes et fouette le visage en rafales, en sifflant d'une façon que Hollywood aimerait bien pouvoir imiter. Il y a pas mal de gens sur les gradins ; ce

n'est pas à proprement parler une foule, parce que l'adversaire d'aujourd'hui (nous) ne vaut pas la peine de perdre une journée de pêche sur les bords du rio Neuquen. Nous sommes donc candidats à la « veste » et notre arrivée sur le terrain n'est même pas saluée de sifflements.

Je ne vais pas raconter la partie, à peine vais-je raconter l'instant où j'entre dans ma toute petite histoire. La sensation est impossible à reproduire et seul, un lecteur complaisant pourra, peut-être, l'imaginer, s'il a lui-même vécu un moment aussi plein de jouissance, entre les bras d'une femme, par exemple, dans la complicité d'un jeu de cartes, dans une action après une longue et énervante attente.

Ils nous gagnent un à zéro. Seconde mi-temps. Ils devraient mener 5 à 0, mais ils n'ont pas eu de chance. Le vent les gêne plus que nous, tout simplement parce qu'ils ont toujours la balle. C'est le plus grand bal qu'il m'ait été donné de voir au cours de ma vie.

Je crois qu'au cours des quatre-vingts minutes de jeu, j'ai pu toucher le ballon une seule fois, et encore seulement pour donner prétexte à un défenseur corpulent de m'ébranler les genoux avec un croc-en-jambes du pied droit.

Sur les côtés du terrain, deux types armés de longues lattes cinglent les jambes de nos joueurs, les obligeant à aller vers le centre pour échapper à ce châtiement supplémentaire sur lequel l'arbitre — peureux, timoré — ferme les yeux. Là-bas, au fond, notre goal est dans son grand jour, et réussit des tirs impossibles venant des angles, d'en-haut, d'en-bas. Nous sommes tous verts de peur que subitement lui vienne une de ses habituelles crises d'épilepsie et prêts à y faire face. Perdre 1 à 0 devant les Ferrovarios est une victoire, un événement dont se souvenir. Et soudain, mon entrée au paradis. Notre ailier-droit, Burgos, ouvrier dans une briquetterie (où est-tu maintenant, mon petit Burgos, toi qui disais alors que la misère n'a rien à voir avec le destin et qui avais été en prison à 16 ans, comme péroniste, parce que tu avais un père péroniste et ouvrier ?), échappe, je ne sais comment, à son adversaire et aux coups de fêrule du type de l'autre côté de la ligne de chaux. Son corps maigre et dépenaillé passe entre un réseau de jambes et de mains. Et il shoote vers le centre à ras du sol. La balle va vers le milieu, venimeuse, tournant sur elle-même, dans le dos du demi-centre, surpris que quelqu'un, soudain, lui donne du travail. Elle arrive toute cuite à Ramón, un petit Chilien, dur, qui fonce toujours les yeux fermés. Ramón donne un coup de godasse à fusiller le goal, je me retiens, parce que le ballon est pour lui et que je ne veux pas donner

prétexte à un « hors-jeu ». Avec horreur, sans comprendre, je vois que la cabriolet de Ramón (il s'appelait Vásquez, j'ai vu son nom quelques années après sur la porte d'un grand camion qui transportait des fruits à Buenos-Aires) est absurde, ridicule. Il a glissé et la balle lui a échappé de la façon la plus dégoûtante. Une telle maladresse surprend même le défenseur local qui se repent sûrement d'avoir été complice du ridicule. Le ballon suit sa course, soulevant de la poussière à chaque rebond et il arrive sur moi. Je me souviens que j'ai eu peur, peut-être pour cela ne l'ai-je pas arrêté. J'ai shooté avec l'intérieur du pied, comme pour l'empêcher qu'il s'élève, et j'ai vu comment doucement, il allait au filet, près d'un poteau. Avant de me mettre à hurler, j'ai regardé la scène un instant, comme pour me convaincre que c'était vrai, que le sifflement du vent et l'agitation de la journée ne me jouaient pas un mauvais tour. Non, il y avait un but, même l'arbitre, atterré, l'admettait.

L'affaire fut dans le sac grâce à un nommé Renzetti, un de nos arrières, dont le coup de pied n'avait rien à envier aux ruades d'un âne et qui jouait toujours malhonnêtement contre l'adversaire. Renzetti, je ne l'aimais pas, parce qu'il avait été le premier fiancé de celle qui était alors ma première fiancée et il m'avait avoué un jour dans l'obscurité du cinéma Espagnol, qu'il lui avait embrassé les seins sans qu'elle bronche. Évidemment, Nora niait le fait et m'assurait que personne avant moi, n'avait caressé ses petits seins sombres, cette peau où quelque ancêtre indien avait laissé sa marque. C'est pour cela que je n'aimais pas Renzetti. Son regard me semblait toujours chargé de moquerie (je soupçonne maintenant que c'était l'envie qui se lisait dans ses yeux de corbeau).

Je dis que Renzetti a mis l'affaire dans le sac, parce que deux minutes plus tard, encouragés par égalisation, nous sommes partis à l'attaque. Urrea, dont le père était médecin et possédait la plus belle maison du quartier et une sœur avec des taches de rousseur que ne nous regardait même pas quand nous allions le chercher à l'heure de la sieste, me donne une balle longue. Je l'attrape sans espoir, loin des buts. La « perche » qui est en face de moi est encore fâché et me donne un coup sans pitié. L'arbitre le fait payer. Coup franc. Renzetti arrive, sûr de lui, agressif et prend soin d'installer le ballon. Jamais depuis je n'ai vu un shoot aussi fort que celui-ci. Le ballon est entré dans les buts, a rebondi contre le filet et est sorti sur la surface des six mètres. Deux à un. Le reste, c'est Carlos Pérez, l'épileptique qui l'a fait, qui a joué sa vie dans chaque roulé-boulé, sa crise suivante

ne se produisit qu'une semaine plus tard, le jour où nous avons perdu 3 à 0 sur notre propre terrain devant une équipe minable.

Je me souviens qu'ils nous ont salement amochés, que la police est intervenue parce qu'elle était de Neuquen. Sous prétexte de mettre de l'ordre, elle s'est livrée sur nous à un matraquage inoubliable. Mais personne ne pouvait effacer cet exploit. Vingt et un ans ont passé.



Pourquoi ce souvenir est-il aussi fort que celui de ce jour de février 1974 où, ouvrant un rapport médical confidentiel, j'ai appris que mon père avait un cancer ? (Là, je ne me souviens pas bien du jour, mais bien du lieu, le trottoir de la rue Rodríguez Peña, à Buenos-Aires).

Pourquoi ma mémoire a-t-elle choisi cet endroit pour me rappeler ce qu'est l'émotion ? Impossible de trouver une

autre explication que la passion pure et simple de la majorité des Argentins pour le football, et pas seulement pour celui qui écrit ces lignes. Au cours des longues nuits de Buenos-Aires, qui entre amis, se terminent à quatre heures du matin (se terminaient, j'aurais dû employer le passé, j'aurais dû tenir compte de la barrière que les militaires ont dressée, depuis deux ans, devant les cafés et entre les amis), nous discutons de l'utilité de la littérature, à laquelle nous nous étions dédiés, sur l'un ou l'autre déchirement de l'âme d'un personnage de fiction, ou des moments forts que nous, ou les autres, avons vécus sur un terrain de football, ou dans des tribunes, ou dans l'impasse où les supporters se retrouvaient après la partie pour régler leurs comptes. Camus a dit que tout ce qu'il connaissait de la vie, il le devait au foot-ball. Beaucoup d'Argentins peuvent dire la même chose, et plus d'un dictateur a connu dans un stade la réprobation populaire qui ne pouvait pas se faire entendre d'une autre manière. Un stade a toujours été pour moi plus attirant qu'une machine à écrire. Un stade rempli est toute la passion débordante qu'il faudra ensuite inutilement essayer de reproduire dans un conte ou une chronique. Un stade vide, à la tombée de la nuit, est aussi triste qu'une plage en hiver.

Les années qui ont passé, depuis cet instant que je viens de raconter, m'ont permis de commencer à comprendre le sens politique du spectacle du foot-ball, à m'intéresser au moment historique de son introduction en Argentine, à voir la misère humaine qui se cache derrière un maillot professionnel. Et pourtant, j'ai toujours regretté de ne pas avoir été joueur dans le club de mes amours. Aujourd'hui, je regarde avec nostalgie les jeunes qui se disputent un ballon dans un parc. La vie m'a donné des moments de joie et de peine, les mêmes qui attendent ces enfants qui font merveille avec un ballon sur un terrain vague, mais elle m'a aussi fait comprendre cet instant de l'après-midi du 25 mai 1957 à Neuquen. L'explication en est peut-être simple : j'étais un gamin et je n'ai pas cessé de l'être, même si je fais mine tous les jours d'être un homme de 35 ans.

Je suis sûr d'une chose : quand l'Argentine sera libre, le spectacle cessera d'être l'infâme spectacle de 22 joueurs qui distraient 100.000 personnes de leurs soucis quotidiens. Le foot-ball continuera là-bas, vivant, plus sain et plus neuf que jamais. Et le « mondial » de 1978 sera le souvenir de la tentative la plus maladroite de la dictature pour fermer les yeux d'un monde qui regardait avec horreur le génocide d'un peuple.

Oswaldo Soriano.

CINQ ANS APRES

## la destabilisation de la culture en Uruguay

Témoignages de ceux et celles  
qui peuvent s'exprimer avec  
leurs voix et avec leurs corps  
à l'extérieur, en hommage  
à la résistance intérieure  
réduite aujourd'hui au  
silence, à l'immobilité  
ou à la parole et à l'action  
clandestines

**L**e 27 juin, il y aura cinq ans que la dictature civile-militaire est au pouvoir en Uruguay.

Cinq années de répression terrible, cinq années de destructions qui seules s'expliquent par la résistance qu'a rencontrée la dictature de la part des organisations ouvrières, de la majorité des classes moyennes, des étudiants et des intellectuels.

Le cas de l'Uruguay est en effet exemplaire pour analyser les conséquences dévastatrices sur l'ensemble d'une société, des dictatures qui prétendent créer de « nouvelles institutions » sur les ruines des précédentes.

Exemplaire à plusieurs points de vue. D'abord, à la différence des autres pays de la région, s'était établie en Uruguay, dès le début du siècle, une démocratie bourgeoise parlementaire d'idéologie populiste. Ensuite, une longue période d'expansion économique, de croissance numérique des classes moyennes, avait permis un intense développement des activités intellectuelles, sociales et culturelles. En Amérique Latine, l'Uruguay était une exception. Enfin, la dictature actuelle apparaît comme un coup préventif asséné aux luttes populaires pour approfondir ce développement « démocratique », mettant en question les

structures caduques d'un capitalisme dépendant, en crise depuis longtemps. C'est ce contexte qui a décidé la classe dirigeante à recourir aux Forces Armées pour appliquer la politique de « la terre brûlée », afin d'effacer l'histoire.

**L**a société civile a été peu à peu étouffée par un État de « type nouveau », nettement autoritaire, anti-populaire et coupé de toutes les forces vives du pays. Après avoir fermé le Parlement, la Convention nationale des travailleurs, interdit tous les partis politiques, les militaires appliquèrent leur contrôle sur l'enseignement à tous les niveaux et enfin étouffèrent toutes les formes d'expression populaire indépendante.

Pour atteindre ces objectifs, ils ont torturé, tué et converti l'Uruguay en un pays qui détient le triste record d'avoir le nombre le plus élevé de prisonniers politiques en Amérique Latine. Ils ont chassé de leur travail et de leur patrie des milliers d'Uruguayens parmi lesquels se trouvent les meilleurs représentants de la science et de la culture. Comme les nazis, ils ont brûlé les bibliothèques, les instituts de recherche, car comme l'a dit le régime : « la recherche gêne l'enseignement ». Les fonctionnaires des commissions de censure deviennent hystériques au mot « rouge », même s'il apparaît dans le titre d'un roman policier. Ils ont interdit les meilleurs écrivains du pays et se sont même attaqués à Juan Carlos Onetti, l'un des principaux écrivains vivants de langue espagnole.

**I**ls ont exercé la censure, épuré et promulgué des décrets contre le théâtre et la chanson. Leur fureur a été jusqu'à interdire des tangos de Carlos Gardel des années 30, considérés comme subversifs.

Dans et hors du pays, les Uruguayens ont résisté et résistent encore à cette tentative de destruction. Malgré des milliers de prisonniers, la menace de la torture et de la mort, les forces populaires et les luttes ouvrières n'ont pas pu être détruites à l'intérieur. A l'extérieur, la lutte continue aussi. La preuve en est l'immense travail de solidarité et de dénonciation des exilés et l'action des principaux dirigeants de l'opposition à l'étranger comme Wilson Ferreira Aldunate, Enrique Erro, Enrique Rodríguez et Hugo Cores.

Les artistes chassés du pays n'ont pas été réduits au silence ni asservis par le régime. Bien qu'éloignés de leur milieu d'origine et des luttes quotidiennes, ils continuent, comme le montrent les entrevues que nous publions ici\* à porter témoignage de ces luttes et à maintenir vivante la culture populaire.

En ce cinquième anniversaire du coup d'État, le témoignage de ceux qui peuvent s'exprimer avec leurs voix et avec leurs corps à l'extérieur sont un hommage à la résistance intérieure réduite aujourd'hui au silence, à l'immobilité ou à la parole et à l'action clandestines.

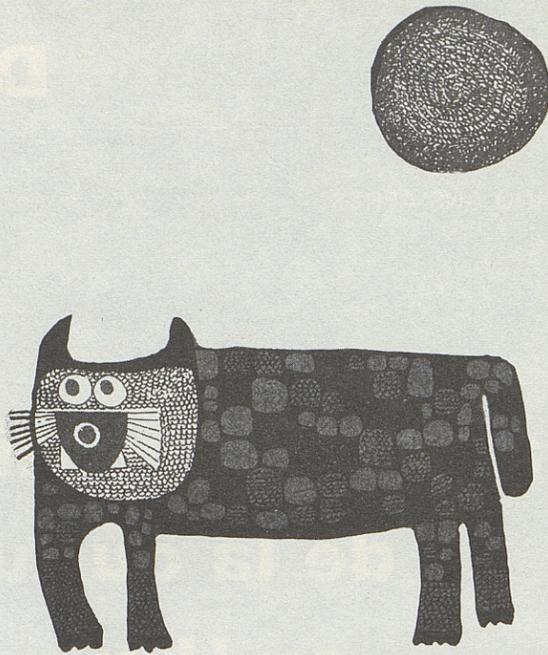
Mariana Melo

\* Nous remercions Cristina Torres pour les extraits d'interviews contenus dans ce dossier. Ils font partie d'un ensemble de matériel recueilli avec Gerónimo de Sierra, sociologue uruguayen, actuellement enseignant à l'université nationale autonome de Mexico, pour étudier le processus de destruction sociale et politique en Uruguay.

Les dessins proviennent du livre pour enfants *En la Selva hay mucho por hacer* (Il reste beaucoup à faire dans la forêt), réalisé en prison par Mauricio Gatti et donné à sa petite fille page par page au fur et à mesure de ses visites. Un dessin animé a été réalisé à partir de ce conte par les réalisateurs uruguayens Walter Achugar et Walter Tournier.

Rencontre avec Braulio Lopez

# défi à la mémoire d'un peuple



*Los Olimareños* représentent le cas le plus récent de répression dont la culture populaire est l'objet en Uruguay.

Après quinze ans de représentations et de succès nationaux et internationaux, ils sont frappés d'interdiction de chanter pour le seul motif d'être une expression de la chanson populaire. Mais ce n'était pas suffisant. *Los Olimareños* restaient. Ils chantaient en Argentine, enregistraient des disques, ils gênaient.

Braulio López, un des deux *Olimareños*, vit en exil actuellement en Espagne.

## Interdit de chanson

### Que s'est-il passé ?

Depuis 1974, bien qu'il fut impossible de travailler, nous vivions toujours à Montevideo. Nous faisons des tournées à l'étranger : Canada, Australie, etc., et nous chantions en permanence en Argentine. Nos disques étaient imprimés là-bas et rentraient en Uruguay où ils étaient vendus dans une sorte de marché noir.

Quand il eut le coup d'État en Argentine, j'ai été arrêté à Córdoba où je me trouvais comme touriste. Ensuite, l'histoire bien connue : un mois de séquestration, les tortures physiques et psychologiques. Quand un juge a signé ma remise en liberté, je suis resté en prison à la « disposition du pouvoir exécutif ». Tout s'est terminé par mon expulsion vers un pays d'Europe. Dans ce type d'expulsion, les pays limitrophes sont interdits et les autres pays d'Amérique Latine refusent l'asile.

**En plus des épreuves subies, des cinq mois de disparition, los Olimareños sont éloignés du Rio de la Plata...**

Depuis 1969, notre duo n'avait plus de contrats à la radio ou à la télévision. Puis on nous interdit les festivals et on nous a exclus des villes. Les théâtres où nous chantions étaient encerclés par la police, on saisissait les recettes nous accusant de voler les gens. Tout cela jusqu'en décembre 1974 où nous avons été interdits. Attention ! Il s'agit là de l'unique cas d'interdiction par décret ! Ni la dictature brésilienne, ni celle de Pinochet n'ont promulgué de décret d'interdiction pour un chanteur.

### On les interdit de fait...

Bien sûr ! On les convoque et on leur dit : « Écoutez... il se passe ceci... », mais il n'y a pas de décret. Nous avons été les seuls dans ce cas, ni Daniel Viglietti, ni Alfredo Zitarrosa, ni José Carbajal<sup>1</sup>, à l'époque n'ont été interdits de chanter par décret.

La chose curieuse est que *Los Olimareños* ont été interdits mais que certaines de leurs chansons sont tellement entrées dans la tête des gens que, pour rechercher la popularité, ceux-là mêmes qui nous ont interdits les utilisent comme si de rien n'était. *A don José* que nous avons interprété, enregistré, poussé, est aujourd'hui chanté par des artistes qui soutiennent le régime,

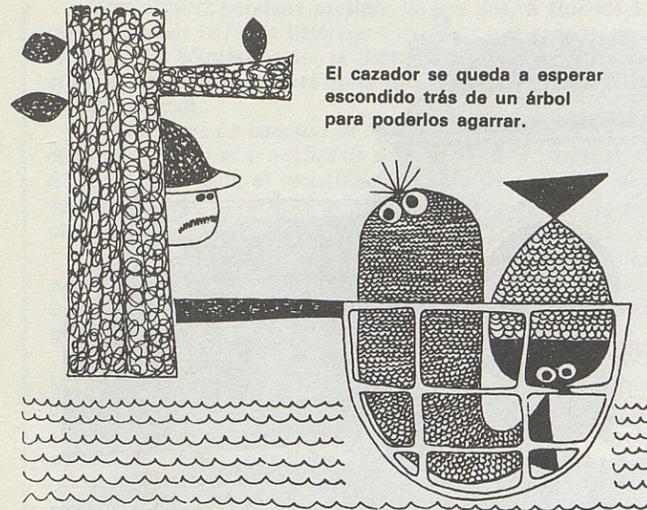
### Daniel Viglietti : Il ne faut pas regretter ce qu'on a fait

Je pense que ce que vous avez fait est significatif de ce qu'était l'Uruguay. La chanson liée à la lutte populaire exprime le meilleur de cet Uruguay. Vos chansons, celles de certains autres aussi, ont une qualité formelle, un caractère professionnel, mais elles ont aussi de l'audace. L'audace de chanter l'événement, même très conjoncturel. Ne vous êtes-vous jamais sentis sur un terrain glissant en composant des thèmes qui peuvent très facilement conduire à une fausse chanson populaire, c'est-à-dire à un discours politique mal placé ?

Je vivais vraiment tout ce qui se passait. Mais je ne peux pas, au fond, analyser pourquoi

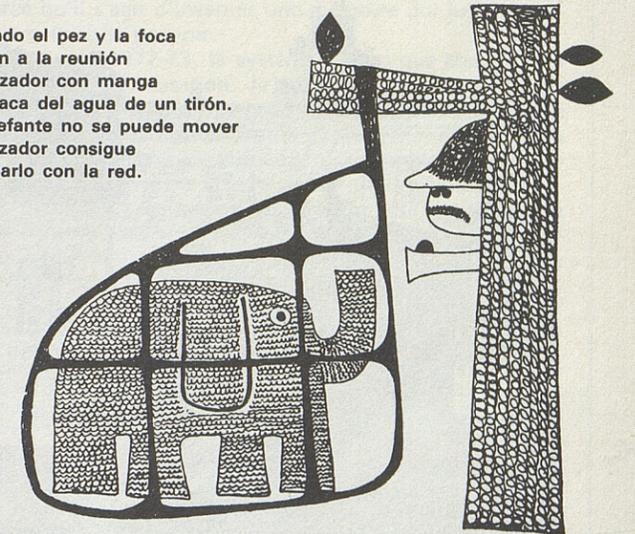
l'impulsion qui a produit la chanson de cette époque n'a pas changé. Cette impulsion ne descend ni du ciel ni d'autre part. Impulsion à travailler et à créer pour un homme conditionné par son milieu. En tant que tel, cela n'a pas été détruit, ce sont les circonstances qui ont changé. L'impulsion est la même. Si je vivais de nouveau dans des circonstances semblables, je suis certain que j'aurais un rapport aux choses identique. Il ne faut pas regretter ce qu'on a fait.

Ce à quoi vous faites allusion, le risque qu'une chanson devienne un pamphlet — pamphlet est un mot mal employé car finalement c'est un mot qui a sa dignité — je le ressentais mais plus fort que ce risque, existait une demande, un appel qui apparaissait dans le dialogue avec les gens et avec



El cazador se queda a esperar escondido tras de un árbol para poderlos agarrar.

Cuando el pez y la foca llegan a la reunión el cazador con manga los saca del agua de un tirón. El elefante no se puede mover el cazador consigue atraparlo con la red.



et même joué par les orchestres de la police et de l'armée. Quand le coup d'État a eu lieu, ils ont occupé les radios. Ils ne passaient que des communiqués et de la musique. Ils ont retransmis ce jour-là *A don José*, chanté par nous-mêmes. C'était encore avant l'interdiction<sup>2</sup>.

### Comment *Los Olimareños* sont-ils nés ?

Nous avons débuté en 1962. Nous nous sommes rendu compte de la quantité de choses que nous avions à portée de la main et que nous devions développer et diffuser.

Le folklore uruguayen était alors complètement méconnu, les gens croyaient que seul existait le folklore argentin. Nous

mon public... Il ne s'agit pas ici de la demande facile que perçoit n'importe quel artiste opportuniste — bleu, il chante bleu. C'est un appel difficile à assumer. Difficile à assumer avec sa guitare, mais encore plus en tant que personne. Cela était vrai pour chacun d'entre nous.

Tout cela éveillait en chacun des échos puissants, des choses vraies qui voyaient le jour sans passer par un tube à essai.

Avec le recul, certaines choses apparaissent ingénues, déséquilibrées, simplificatrices. Elles étaient alors discutables mais avaient le mérite d'être un élément de discussion. Maintenant, il faut faire d'autres chansons, disant d'autres choses. Pourtant, je continue à les chanter, parce que je me demande si nous ne courons

pas le risque de garder dans nos valises des choses contingentes qui, peut-être, ne le sont pas. C'est le premier réflexe : l'ensemble de la lutte populaire a échoué, alors tout ce qu'elle avait fait naître — beaucoup de choses, pas seulement quatre ou cinq chansons — est condamné. C'est trop facile, non ? Créer une sorte de fixation critique superficielle. Je crois que beaucoup de choses demeurent valables.

Il faut essayer de ne pas tomber dans une espèce de mécanisme à l'envers, d'excès inverse. Si un poème ou une chanson parle des armes, on devrait donc maintenant ne plus le dire ou la chanter ; c'est un mécanisme qui peut être plus ou moins aussi grave que celui qui imposait à cette époque de ne parler que de fusils.

ressentions le besoin de faire une chose nouvelle, par exemple un Candombe<sup>3</sup>. Personne ne faisait de Candombe, ce n'était pas considéré comme du folklore. Personne ne faisait de polka, parce que c'était la musique des bals-musettes, des bals de *quilombos* (bordels), comme nous les appelons. Personne ne jouait de milonga. Un ensemble jouer de la milonga ? Non, on ne jouait que des sambas, des chacareras. Il en était de même de notre valse créole, qui existe dans différents coins d'Amérique Latine, avec des caractéristiques locales.

Nous avons aussi enregistré *Orejano*, une valse créole, *Cojiniño*, une polka, *A don José*, une milonga. C'était notre premier disque. Nous sommes nés du désir de faire quelque chose sans bien savoir laquelle, et nous avons chaque fois rejeté ce qui n'était pas uruguayen. En 1964-65, nous ne faisons plus que de la musique strictement nationale.

### Comment se faisaient les textes ?

Pour *A don José*, par exemple, nous voulions chanter quelque chose sur Artigas, mais il fallait le descendre de son piédestal — le rendre proche —. *A don José* est né de la discussion entre Lena et nous.

Les tournées que nous faisons en province nous mettaient aussi en contact avec une réalité à laquelle nous étions sensibles. Ensuite nous ressentions la nécessité de rendre compte de tel ou tel problème précis. Celui du tondeur de mouton, du type qui ne pouvait pas terminer sa maison, du chômeur qui ne trouve plus de travail, de l'exploitation dans les rizières, etc.

Nous avons passé par exemple plusieurs semaines, des mois, avec les ouvriers des rizières de Treinta-y-Tres. Certaines de nos chansons leur plaisaient beaucoup. Nous ne prétendions faire aucun travail de conscientisation. Au contraire, les conscientisés c'étaient nous.

**Au cours de ce processus d'approche sociale à travers vos tournées, comment se faisait le travail entre vous, les interprètes et les compositeurs et paroliers ? Comment Lena et Lima arrivaient-ils à le refléter si exactement dans leurs textes ?**

Nous sommes un peu les pousses et Lena est la racine. Je ne dis pas que c'est l'idéologue du groupe. Ici, il n'y a pas d'idéo-



## L'isolement de la dictature

« *Le président de la république est disposé à démissionner si, à n'importe quel moment, quelqu'un peut prouver la responsabilité du gouvernement dans ces excès* ». Cette phrase est de Giambruno, représentant du gouvernement uruguayen à l'ONU, en réponse aux membres de la Commission des Droits de l'homme qui dénonçaient les tortures et les séquestrations.

Interrogé par l'un des membres pour savoir si ses paroles pouvaient être interprétées comme un engagement formel du président Mendez, il s'empressa de répondre qu'il ne s'agissait là que d'une façon de parler, se rendant soudain compte de l'importance de la phrase qu'il avait prononcée.

Le régime se trouve actuellement acculé. Les nombreuses missions internationales de juristes, les campagnes d'Amnesty et des organismes de solidarité, les pressions de l'administration Carter elle-même et les accusations de la Commission des Droits de l'homme de l'OEA, ont fini par rendre à César ce qui est à César. L'Uruguay ne peut plus cacher qu'il est un des pays d'Amérique Latine où la violation des droits de l'homme est la plus grave et la plus systématique.

Face aux changements politiques en cours dans les pays de la région, le régime a choisi de rester inflexible dans sa lourde tâche de défendre « les valeurs de l'Occident ».

Mais, ce qui représente sans doute le plus grand danger, ce sont les tentatives de réorganisation de l'opposition qui sont en train de s'ébaucher. La gauche uruguayenne cherche aujourd'hui des voies qui permettront l'union des efforts de tous ceux qui s'opposent à la dictature, concrétisée par la formation d'un front anti-dictatorial.

Wilson Ferreira Alduna, principal dirigeant du Parti national, a fermé la porte à toute issue négociée avec le régime. Il a déclaré récemment : « *qu'ils ne comptent pas sur nous pour une quelconque solution ou tentative de solution qui reposerait sur l'exclusion d'un seul citoyen de ma patrie (...) ni sur l'exclusion d'un seul parti...* ».

A l'intérieur du pays, malgré la grande faiblesse du mouvement populaire et de ses organisations, un fait marquant vient de se produire : le 1er mai a circulé clandestinement *Compañero*, organe du Parti pour la Victoire du peuple. Effort inestimable d'hommes et de femmes en lutte, présents le jour de la fête des travailleurs.

M.M.

logue. Cela se faisait naturellement. Nous lui disions : « *Écoute, nous pensons qu'il faut chanter une chanson sur Martin Aquino, parce que c'est un voleur de bétail d'ici. Les gens se souviennent encore de lui* ». Et la chanson sur Martin Aquino voyait le jour.

Chez *Los Olimareños*, Lena est quelqu'un d'important. C'est un troisième membre du groupe. Il savait faire une traduction de nos désirs, et une traduction de qualité. C'est quelqu'un qui a un don pour composer, il ne sait pas jouer de la guitare, mais il a ce don. C'est un plongeur, un pêcheur de choses enfouies. Nous avons trouvé en lui un point d'attache et il a trouvé en nous une voix qui voulait être vraie et qui aujourd'hui, sans fausse modestie, sait qu'elle est vraie, parce que pendant tout ce temps nos chansons sont dans la tête des gens de chez nous.

## La liberté est maintenant tombée

### Comment s'est fait le passage à une chanson plus politique ?

Cela s'est fait dans une deuxième étape. Jusque-là, notre intention de travailler en Uruguay était plus ou moins tracée. La deuxième étape commence avec *Los Olimareños* en voyage. Le panorama s'est alors élargi. Quand nous sommes allés à Cuba pour la première fois en 1967, nous avons rencontré une révolution en pleine effervescence. Nous avons été émerveillés. Et puis, nous avons retrouvé Carlos Puebla<sup>4</sup>. Sa chanson sur le Che nous a beaucoup plu et nous l'avons apprise. C'était *Hasta siempre*. Nous l'avons ramenée en Uruguay, l'avons enregistrée dans une édition pirate, et elle a commencé à prendre, à prendre... C'était incroyable. Une fois, à Tacuarembó, un village, un com-

## Assassiner la culture et effacer la mémoire

Eduardo Galenao, écrivain et journaliste uruguayen vit actuellement en Espagne.

Son séjour, pendant presque quatre ans, à Buenos-Aires où il dirigeait la revue littéraire *Crisis*, est une rencontre avec la mort. La séquestration, la disparition et la mort de beaucoup de ses collaborateurs et de ses meilleurs amis ont marqué ce premier exil.

Deux livres *La canción de nosotros* (La chanson que nous chantons)<sup>1</sup> et *Días y noches de amor y de guerra* (Jours et nuits d'amour et de guerre) recueillent les voix de ceux que les dictateurs veulent faire taire et nous les restituent plus fortes et plus vivantes que jamais.

L'important est qu'en Uruguay on est en train d'appliquer un plan systématique d'extermination de l'identité nationale qui suppose la destruction d'une culture vivante et de sa mémoire.

Parce qu'une culture est culture en tant qu'elle modifie la réalité, c'est-à-dire en tant qu'elle constitue un système de communication et de participation collective avec des objectifs communs, dans un défi perpétuel avec la réalité environnante. Le régime veut donc non seulement supprimer le pays qu'il y avait là, un pays vivant capable de changer, un pays qui n'était pas condamné à être un cimetière, mais aussi la mémoire de tout cela. C'est pour cela que non seulement ils

ont fermé *Marcha*<sup>2</sup>, mais ont aussi brûlé ses archives et sa bibliothèque. C'est pour cela aussi qu'il est interdit de citer Artigas à propos de la réforme agraire ou de la liberté dans les écoles.

Parce qu'il s'agit d'inventer une mémoire qui justifie l'action des maîtres du pouvoir.

A partir de 1972-73, le système a senti que chaque acte culturel était une accusation. Je crois qu'il n'a pas senti cela sans raison, parce que le système est incompatible avec une culture authentique. La culture comprise comme un moyen de sentir et de vivre du peuple, qu'en ce qui concerne les écrivains, ils interprètent ou non. Dans la mesure où ils l'interprètent, ils deviennent dangereux. Souvent, ils l'interprètent à leur insu. C'est le cas d'Onetti<sup>3</sup> qui pour moi est une empreinte digitale uruguayenne, même si souvent, il n'a pas conscience de la profondeur critique de ce qu'il écrit.

1. Éditions Albin Michel, Paris 1977, traduction de Régine Mellac.

Pour *Días y noches de amor y de guerra*, cf. l'entrevue avec Eduardo Galenao parue dans le numéro 3 d'*Urgent.. Amérique Latine*.

2. Hebdomadaire d'information et d'analyse politique pendant trente ans, une véritable institution nationale. Son directeur, Carlos Quijano, était une figure importante de la vie politique uruguayenne ; aujourd'hui exilé à Mexico.

3. Romancier très important dans la littérature hispano-américaine, auteur notamment de *El Astillero*, *El pozo*, *La vida breve* (La vie brève). Emprisonné en 1974 pour avoir appartenu à un jury littéraire de *Marcha* qui avait couronné une œuvre inacceptable pour le régime, il vit actuellement à Madrid.

misaire de police s'est approché de nous et nous a dit : « *Écoutez.. si vous ne chantez pas celle du Che, je vous mets en prison* ». Il plaisantait... c'était une autre époque. Il voulait celle-là et *La Cumparsita*, parce que nous jouions aussi *La Cumparsita* avec seulement la guitare, il voulait les deux. Pendant que nous chantions *Hasta siempre*, il était près de la porte. Il a enlevé son chapeau et s'est mis à chanter le refrain. Il est resté debout tout le temps qu'a duré la chanson.

Cette chanson n'est pas selon nous la plus importante. Nous pensons que la manière d'atteindre les gens n'est pas celle-là. C'est une chanson à double tranchant.

### Pourquoi ?

Parce que nous pensons qu'il y a des chansons qui rapprochent davantage les gens de nous. Une chanson sur le Che les éloigne par la propagande. C'est bien sûr une vraie chanson, mais du point de vue tactique, c'est mieux de chanter par exemple *Tierra de Artigas* où il y a ce vers : *Vengan Tiranos, vengan nomás nuestra sangre los volteará* (Venez tyrans, venez donc notre sang vous fera tomber). Là les gens sentent et participent. La chanson sur le Che plaisait beaucoup aux gens politisés. Ces gens-là ne

nous intéressent pas. Ils sont sensibles à tout cela parce qu'ils ont une certaine préparation idéologique, ils ont lu un livre par exemple. Mais par contre, les gens avec leurs problèmes, qui les vivent, qui ne s'en rendent pas compte, les habitants des quartiers, les gens du peuple, ceux-là nous intéressent. Notre engagement dès le départ a été orienté vers eux.

**De 1969 à 1974, année de l'interdiction, vous avez fait des chansons qui suivaient la conjoncture politique nationale. Par exemple quand il commence à y avoir des gens en prison, vous avez chanté la *Milonga del fusilado de Gutiérrez*<sup>5</sup>...**

Et aussi *Los Orientales*... C'est vrai, *Los Orientales* correspond à un moment politique précis. Cela leur a donné une signification bien au-delà du contenu des mots. Pour ces chansons, le travail d'élaboration était le même qu'au début, un peu plus intellectuel peut-être. Pendant des années nous avons démêlé un écheveau, à la fin il a suffi de nouer les bouts.

Nous assumions ces moments-là d'une manière différente, nous voulions rendre compte des instants que nous vivions. Si vous analysez nos disques, vous verrez que c'est une chronique

## Economie et démographie sous la dictature

Comme pour les autres pays du Cône Sud, la dictature uruguayenne est un instrument destiné à appliquer une politique de rajustement du capitalisme local en crise. Le plan de développement de 1973 promettait : « *la croissance du revenu par habitant, l'augmentation de l'emploi, des réserves internationales et une meilleure distribution du revenu* ». Derrière cet innocent discours, l'application des fameuses « recettes de Chicago » a produit des effets dramatiques.

● Le salaire réel a baissé de 40 % depuis 1971 et de 25 % depuis 1973.

● Le chômage visible est passé de 8 à 12,9 % en cinq ans.

● Le déficit accumulé de la balance commerciale sous la dictature est de 424 millions de dollars, soit près de la valeur d'une année d'exportations.

● La dette externe atteint 1.600 millions de dollars.

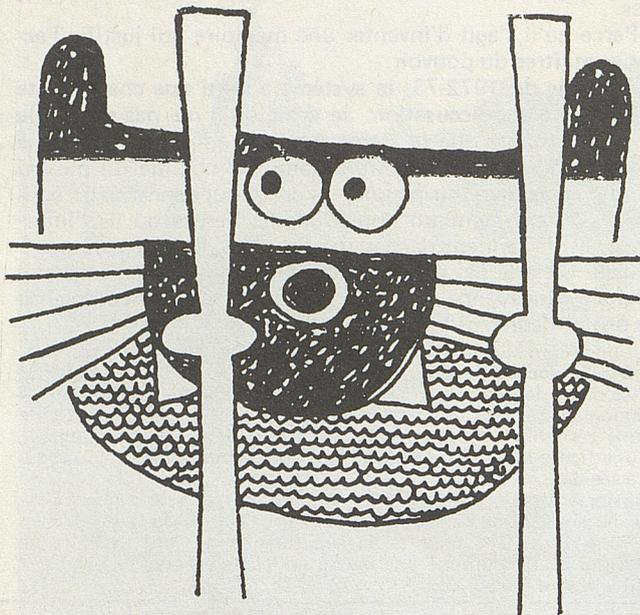
● Le taux d'investissement brut est le plus bas d'Amérique Latine et le taux de croissance du PIB a été en moyenne de 2,8 % pendant ces cinq dernières années.

● La seule réussite économique de la dictature est l'augmentation de ses réserves monétaires, sans contrôler l'inflation (40 % en 1977), objectif pourtant déclaré prioritaire.

Aucun des grands problèmes structureux de l'économie uruguayenne paralysée n'ont été résolus. Les salariés ont supporté le poids du rajustement des monopoles : baisse radicale du niveau de vie et nécessité d'émigrer pour survivre pour des centaines de milliers d'Uruguayens.

En cinq ans, le pays a perdu 10 % de sa population (trois cent mille habitants). Ces 10 % ne sont pas n'importe quelle tranche de la population. 73 % des émigrés appartiennent à la population active et 65 % ont entre vingt et quarante ans.

M.M.



de ce qui se passe et de ce qui va se passer. Ici, les paroliers ont joué un rôle important, que ce soit Lena ou Lima, parce que ce sont des visionnaires, avec un sentiment prophétique de ce qui va arriver.

Dans la chanson sortie début 73, nous disions : *Desde una rama / vaiven al viento, descabezada / muñon sangrieto / se bambolea la libertad* (Sur la branche / agitée par le vent, décapitée / moignon sanglant / la liberté se balance). Elle est maintenant tombée.

### Comment avez-vous évalué la situation politique après le coup d'État et la possibilité de continuer à travailler ?

Ce sont eux qui ont marqué les limites. Tant qu'ils nous ont laissé faire nos affaires, nous les avons faites, tout en étant conscients que la « *maroma* » (la fin des haricots) arrivait. Mais nous étions convaincus de l'utilité de ce que nous faisons. Nous avons duré jusqu'à ce qu'ils disent : « *halte-là ! maintenant c'est terminé* ».

### Que va devenir d'après vous la chanson populaire ?

Je crois que pour eux *la culture représente le danger le plus grand*. C'est une guerre qu'ils ont perdue. Il y a dans l'histoire des exemples de dictatures plus longues que la nôtre qui n'ont pas réussi à détruire la culture, comme celle de Franco ou de Salazar. Pour eux, c'est un défi. Tant qu'existe la culture populaire qui exprime la vérité, ils ne peuvent pas faire gober le mensonge dont ils ont besoin.

Actuellement en Uruguay, les représentants de la culture populaire sont prisonniers, morts en exil. Il ne s'agit pas seulement de la chanson, mais aussi du théâtre, des écrivains, de toutes les formes d'expression de cette culture.

Pour celui qui est resté en Uruguay, il n'y a pas de moyen-terme, il doit travailler avec eux ou ne rien faire. Tant qu'ils seront au pouvoir, ils ne permettront pas que le panorama s'éclaircisse, que la vérité se dise.

Il est bien évident que tout ce qu'ils ont étouffé ne va pas mourir. C'est dans le peuple et cela se transmet par générations. Tout ce qui s'est fait est dans les gens, cela ils ne pourront pas l'effacer. C'est pourquoi ils sont tant préoccupés qu'apparaissent

## Le théâtre est anti-national

### – Comment a été menée la répression contre le Galpón ?

Ils ont cherché à l'obliger à décider sa propre fermeture. C'est pour cela que ce fut si long. En 1975, le gouvernement décrète l'interdiction de travailler pour les acteurs. J'ai été convoqué par le Département de renseignements de la police qui m'informa que, par ordre supérieur, je ne pouvais ni diriger, ni jouer, ni enseigner sur l'ensemble du territoire national.

### – Les motifs ?

« Activités anti-nationales ». Je leur ai demandé en quoi consistaient les activités anti-nationales, n'ayant à faire d'autre que de travailler pour le pays et presque toujours gratuitement. Réponse : « *Bon, vous devez le savoir...* ». Je cherchai alors la manière de continuer à travailler et je leur déclarai que j'étais aussi électricien et demandai si je pouvais être électricien de théâtre. Je pouvais être électricien où je voulais, sur un chantier, mais absolument pas dans un théâtre ou dans n'importe quel lieu lié d'une façon ou d'une autre avec un organisme culturel.

En décembre 1975, nous avons été un groupe de quinze personnes à être arrêtés. Ils voulaient nous faire dire que *El Galpón* était un organe du Parti communiste. Malgré leurs « traitements » ils n'y sont pas parvenus. Ils ont dû nous présenter à un juge qui décida notre remise en liberté, mais ils nous ont gardés en prison jusqu'en mars 1976. A la fin février, alors que nous étions emprisonnés, *El Galpón* joua *El Gorro de Cascabeles*, de Pirandello. Nous avoir arrêtés ne leur avait pas servi à grand chose. *El Galpón* n'a pas fermé ses portes de lui-même. Après notre libération, ils ont promulgué le décret de fermeture. La poursuite contre les acteurs a recommencé. C'est ainsi que nous avons demandé asile à l'ambassade du Mexique. D'autres sortirent par Buenos-Aires, toujours la même histoire...

### – Quel-il arrivé ensuite à *El Galpón* ?

Le jour de la fermeture, ils l'ont mis à sac. Il y avait plusieurs camions de la police enlevant tableaux, tapis... L'archive qui représentait vingt-cinq années de théâtre a été détruite. Les costumes, les programmes, les photos, la bibliothèque, la documentation non seulement de *El Galpón* mais de tous les groupes d'acteurs qui étaient passés.

La salle passa au ministère de la Culture de la dictature et les costumes sont actuellement utilisés pour les spectacles de l'Alliance Culturelle Uruguay-États-Unis.

des chanteurs populaires liés au régime, comme les *Nocheros* et ceux qui sont en quelque sorte leur voix.

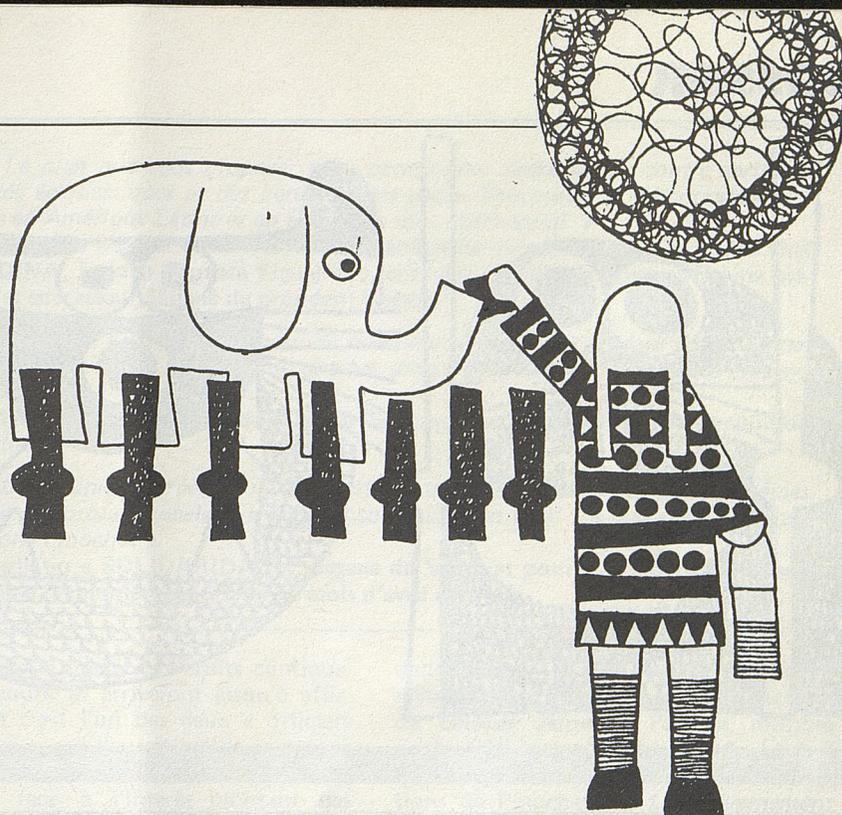
### Le régime a besoin de remplir le vide culturel qu'il a créé en frappant l'expression culturelle populaire à tous les niveaux...

Bien sûr, imaginez-vous qu'ils ont décrété les *Nocheros* d'intérêt national. Ces messieurs ignorent qu'un artiste populaire, quelqu'un qui touche les gens, ne s'obtient pas par un décret. C'est pourquoi ils ne vont pas réussir dans leur entreprise, d'autant plus qu'un artiste a besoin de liberté pour créer, sinon, ce qu'il fait n'est pas authentique.

1. Principaux représentants de la chanson populaire en Uruguay. Lena et Lima sont les compositeurs des principales chansons des *Olimareños*.
2. **A don José**, chanson de Ruben Lena en hommage à José Gervasio Artigas, principal héros national.
3. Rythme populaire uruguayen d'inspiration africaine, venant de l'époque de l'esclavage dans le Rio de la Plata.
4. Compositeur et chanteur cubain.
5. Carlos Maria Gutiérrez, journaliste de l'équipe de **Marcha**. Réfugié en Suède, il dirige actuellement la revue politique **Alternativa**.

rencontre avec Ruben Yañez

## le théâtre hors-la-loi



Le théâtre uruguayen 'avait atteint un prestige international reconnu. Il était considéré comme l'une des expressions latino-américaines les plus importantes. La répression qui s'est exercée à partir de 1970 et prit toute son ampleur avec l'établissement de la dictature civile-militaire en 1973, a fait reculer l'activité théâtrale à sa situation d'avant 1940.

**1975 : interdiction de travailler pour les acteurs et les directeurs — les cas les plus connus : Villanueva Cose, China Zorrilla et Ruben Yañez — salles perquisitionnées, pillage des archives, fermeture du syndicat des acteurs, etc.**

Dans le pays, seules trois grandes compagnies continuent de jouer, non sans avoir été épurées, sous contrôle policier permanent, même au cours des réunions de travail.

De Mexico, Ruben Yañez, directeur de la Comédie nationale et membre du théâtre *El Galpón* dont la fermeture souleva la solidarité et des protestations internationales, témoigne du processus de destruction culturelle en Uruguay.

— Vous avez été directeur de la *Comédie Nationale* ?

Oui, de 1962 à 1967, année de ma démission. La *Comédie* avait alors une troupe de très bon niveau. En 1963, nous avons été au Festival du Théâtre des Nations à Paris et nous avons fait une tournée en Italie, où ont surpris la maturité, le répertoire et le niveau de la troupe. Ceci montre ce dont étaient capables les forces culturelles uruguayennes sans encouragements et sans plans, mais sans être réprimées.

— Pourquoi avez-vous démissionné ?

A la suite de l'une des premières tentatives de répression. Nous avions alors une commission des Théâtres municipaux exceptionnelle, avec parmi les membres, des gens comme Juan Carlos Onetti, Milton Schinka... C'est alors que le général Herrera a été nommé intendant et a dissout la commission. J'ai démissionné par solidarité, en signe de protestation.

— Mais ensuite, vous avez de nouveau dirigé la *Comédie* ?

Oui, comme invité, à l'occasion d'une tournée à Buenos-Aires, pour diriger *Galileo Galilei*. La répression fait alors de nouveau son apparition. C'était en 1970. J'essayais de faire une mise en scène en accord avec les moments que nous étions en train

de vivre. Pour la fameuse scène du Carnaval où le peuple adhère aux conceptions de Galilée, les fait siennes et les chante pendant le Carnaval, j'avais eu l'idée de faire descendre le « peuple » dans la salle, pour y répartir, comme des tracts, les textes de Galilée. Nous sommes donc partis à Buenos-Aires. Au moment de la première, quand le rideau était en train de se lever, on me donne une résolution de la Commission des Théâtres municipaux de Montevideo m'ordonnant de jouer la séquence du Carnaval sur la scène. J'ai mis le papier dans ma poche et lancé le spectacle. La scène incriminée se trouvait dans la deuxième partie. A l'entracte, j'ai rassemblé les dirigeants de la *Comédie*...

— Les dirigeants étaient présents à Buenos-Aires ?

Oui. Je leur ai dit : « vous faites pression sur moi à 9 heures du soir. Maintenant, moi, avec la salle pleine et la moitié du spectacle joué, je vous dis : on jouera comme prévu. Tel est l'ordre que j'ai donné aux acteurs. Je suis le directeur de cette œuvre ».

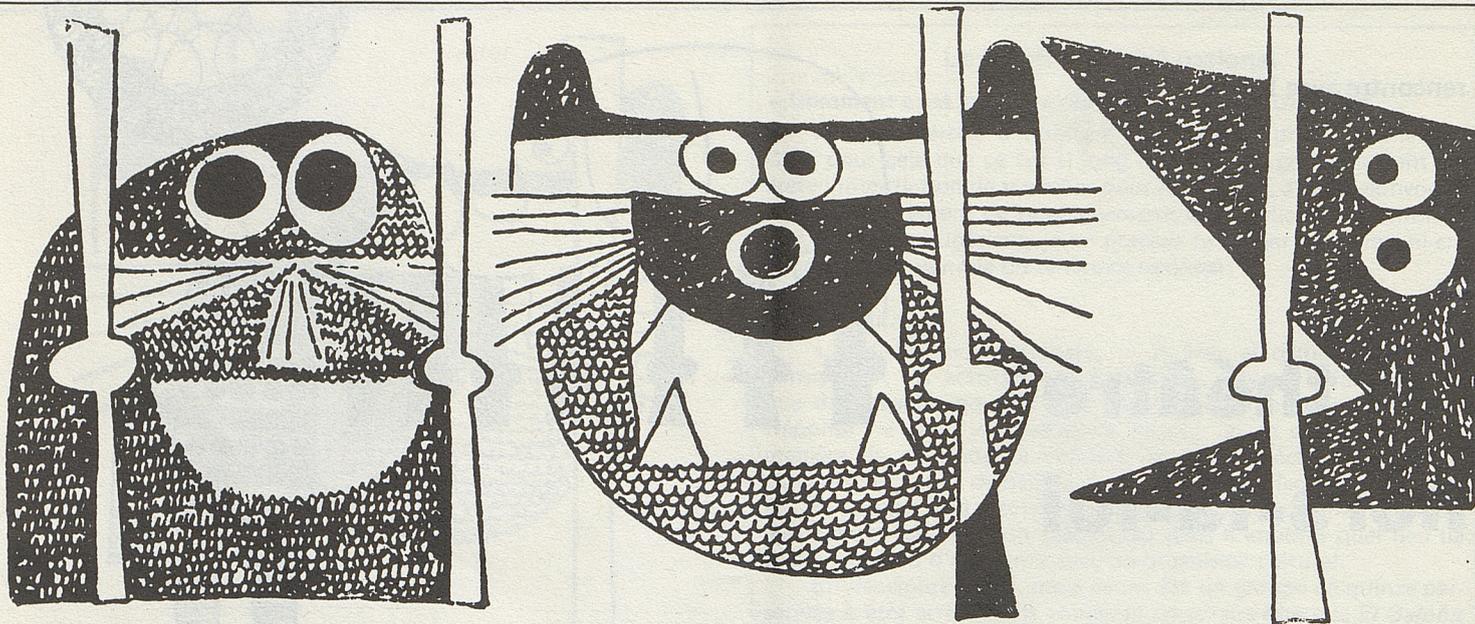
Ils ont alors réuni les acteurs pour qu'ils modifient la scène. La troupe a refusé. L'entracte dura plus d'une demi-heure. Les acteurs jouèrent exactement comme cela avait été prévu. Bon, à partir de là, mes relations avec la *Comédie Nationale* se sont évidemment arrêtées.

— Quelle était la situation des autres théâtres ?

La crise générale du pays se faisait sentir et toute une série de théâtres indépendants ont dû fermer leurs portes. Le coût des mises en scène étaient très élevé et les gens ne pouvaient plus se permettre le luxe de consacrer cinq ou six heures par jour au théâtre sans gagner d'argent. En 1950, il y avait à Montevideo dix-huit salles indépendantes, à la fin des années soixante, ce nombre était considérablement réduit.

— Il est parfois difficile d'expliquer que qu'était le théâtre indépendant...

Bien sûr, parce que les gens — et surtout les Européens — pensent alors aux amateurs. Non, le théâtre indépendant est indépendant de l'État et des entreprises de spectacles. Mais les acteurs sont des professionnels, même s'ils sont obligés de travailler à autre chose pour vivre. Le *Galpón* fut le premier théâtre à jouer Brecht en 1955, en Amérique Latine, avec l'*Opéra de Quat' Sous*.



## POUR AFFIRMER QUE NOUS SOMMES VIVANTS

Plus de deux cents rôles, dans une dizaine de pays, en vingt-cinq ans de carrière théâtrale autorisent la comédienne uruguayenne Dahd Sfeir à représenter son pays au Festival du Théâtre des Nations : Caracas 1978. « Il y a là, nous a-t-elle déclaré, une magnifique occasion d'affirmer que la culture de notre pays est toujours vivante et que, peu importe ni où ni comment, nous sommes toujours vivants ».

L'Uruguay ne pouvait pas avoir à Caracas une meilleure représentante. Dahd (Ducho) est, en quelque sorte, l'incarnation de l'esprit de son pays — amour, combat-échec, résistance — un peu son histoire.

Par sa personnalité et ses réalisations, Ducho est malgré elle aujourd'hui une véritable institution (elle déteste les monuments et les statues !) pour le théâtre latino-américain.

E.G.B.

— Dahd Sfeir, pour vous, qu'est-ce que faire du théâtre ?

D.S. — D'un côté, c'est pour moi une manière de me réaliser, d'un autre, aujourd'hui mes spectacles me donnent la possibilité de militer et de donner un témoignage uruguayen.

Etre comédien est un métier comme un autre où il faut travailler dur, observer, analyser, interpréter les réalités et les retransmettre avec notre corps, notre voix. A travers nos modestes capacités, c'est d'aider les hommes à sentir, à penser et à mieux vivre. Comme tout travail, le théâtre exige un effort. Plus on se donne, plus on reçoit. Plus on attrape de maux de tête, plus on a de satisfactions.

La route du théâtre est dure. Elle l'est dix fois plus hors de son pays. On doit sans arrêt répondre à une question : pourquoi suis-je en train de faire cela ? Et puis il faut s'adapter à de nouvelles conditions.

— Dans ces nouvelles conditions, le théâtre peut-il être une forme de résistance ?

D.S. — Oui, Pour plusieurs raisons. Premièrement, faire du théâtre permet de prouver que la culture uruguayenne est

vivante et que, peu importe où ni comment, nous sommes toujours vivants. C'est une nouvelle notion de patrie, morcelée, disséminée, mais réelle et irremplaçable, une lutte pour maintenir notre identité. On veut nous détruire, nous fermer la bouche, nous devons parler fort.

J'ai essayé de faire le même théâtre qu'en Uruguay. Avec la même exigence et la même rigueur, mais en l'adaptant aux nouvelles circonstances. Sans le soutien d'une compagnie, c'est très dur de travailler à l'étranger (même en Espagne, il y a le problème de la prononciation), surtout si on veut qu'une petite flamme continue de brûler en soi. J'ai donc été obligée de faire ce que je ne faisais avant qu'occasionnellement : travailler seule.

— Quels spectacles allez-vous présenter au Festival de Caracas ?

D.S. — Deux spectacles : *Luces y sombras de amor* et un spectacle politique sur l'Uruguay : Le programme n'étant pas encore fixé, je ne sais pas encore si je présenterai les deux au Festival. En tout cas, je les présenterai au cours de la tournée que je dois faire au Venezuela après le Festival.

— Que pensez-vous du thème central du festival : *Le théâtre et son contexte historique, le lien entre l'activité théâtrale et la vie de chaque pays* ?

D.S. — Je crois que c'est une très bonne idée. Hors de son contexte, rien n'a de sens. Il n'y a pas de théâtre possible hors d'un pays et d'une société précise. Grotowski est parfait à Prague. Il serait absurde à Cuba où le théâtre de l'Escambray de Sergio Corrieri est à sa place.

— Finalement, que signifie pour vous, exilée, représenter l'Uruguay au Festival du Théâtre des Nations ?

D.S. — C'est une immense satisfaction, un orgueil réel. C'est une récompense, pas pour moi mais pour la culture théâtrale de mon pays qui se trouve enfin reconnue, alors même qu'on tente de l'effacer, de la faire disparaître. Une occasion comme celle-ci est un moyen d'y faire obstacle.

Propos recueillis par  
Ernesto González Bermejo

CHILI

# le retour n'est pas pour demain

Le 8 février 1978, le juge du district fédéral de Columbia (USA) demande à la Cour suprême d'interroger deux hommes : Juan William Rose et Alejandro Romeral Jara. Munis de faux papiers « officiels », ils avaient voyagé à Washington en 1976, peu avant l'attentat qui coûta la vie à Orlando Letelier, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement de l'Unité populaire. Le juge américain croit qu'ils sont impliqués. Mais, quelle est leur véritable identité ? Qui a pu leur fournir de faux passeports ?

Carlos Guillermo Osorio Mardones était, au mois d'août 76, le chef du Service consulaire chilien. Service responsable de la délivrance des passeports. Surtout s'ils sont « officiels »<sup>1</sup>.

Il meurt en octobre 1977. On dira à ce moment-là que la cause de sa mort était une « crise cardiaque ». Cette mort sera d'ailleurs déclarée deux fois, à deux endroits différents. Bientôt, la presse « *croit savoir* » qu'il s'est « *suicidé* » d'un coup de pistolet. Impossible de savoir, puisque... on a pas pratiqué d'autopsie, chose bizarre, s'agissant d'un « suicide ». Pour mettre un terme aux rumeurs (mal-intentionnées, affirme la junte), les tribunaux ordonnent l'exhumation du cadavre et qu'autopsie soit faite. On n'en a plus entendu parler. Au mois de mars, quand l'enquêteur américain Eugene Propper annonce sa visite au Chili, la justice fait une mise au point au sujet de la mort d'Osorio. « *L'affaire est close. Il s'est suicidé* ». Mais les rumeurs ne se sont pas arrêtées pour autant. Et même la presse « *sérieuse et responsable* » qui soutient la junte, ajoute de l'eau au moulin. Le 9 mars, le journal *La Tercera* affirme que le jour de sa mort, Osorio était rentré chez lui vers midi, après avoir participé à une réception officielle. Deux « *officiers supérieurs* » l'accompagnaient. Il s'est couché pour faire sa sieste et quelques instants plus tard, sa femme l'a trouvé, mort, avec une

« *Le plan que vous proposer pour coordonner notre action contre certaines autorités ecclésiastiques et des personnalités social-démocrates et démocrates-chrétiennes en Amérique Latine et en Europe, a tout notre appui.* »

(Lettre de Manuel Contreras, ancien général de l'armée de terre et ancien chef de la DINA, à Joao Baptista Figueiredo, chef des services de renseignements brésiliens et successeur désigné du président Geisel).

« *Townley a emporté avec lui de nombreux secrets des services de renseignements chiliens. Il est inadmissible que ces secrets soient entre les mains d'un pays étranger* ».

(Manuel Acuña, avocat de Michael Townley, au lendemain de son expulsion du Chili).

« *Une réunion des généraux de l'armée de terre destinée à l'étude de problèmes « purement professionnels », a apporté son « soutien total » à la gestion politique du général Pinochet* ».

(Bulletin « *SOLIDARIDAD* », organe du Vacariat pour la Solidarité dans son édition de la première quinzaine du mois d'avril dernier).

arme dans la main. Les bruits continueront à courir et arriveront jusqu'à affirmer que c'est l'un des deux « *officiers supérieurs* » qui l'aurait tué de sa propre main. Cela, parce que Osorio aurait paniqué face à l'intérêt montant des États Unis pour éclaircir la mort de Letelier. Qui sont donc ces « *officiers supérieurs* » ? Qui avait intérêt à « *tranquilliser* » si brutalement et définitivement Guillermo Osorio ?

Manuel Contreras, général de l'armée et surtout ancien chef de la DINA, présente, du jour au lendemain, sa « *démision volontaire* ». Après quoi on parle même d'arrestation, ce qui sera rapidement démenti par le gouvernement. « *En tout cas* — constate la revue *Pasa*, proche de la junte — *le général Contreras n'est, en apparence, pas chez lui et ne semble pas disposé à accorder des interviews* ».

Beaucoup de lumière a été faite depuis. D'abord le juge civil s'est déclaré



incompétent parce que les personnes impliquées « *relèvent de la juridiction militaire* ». Il ajoute qu'il ne s'agissait pas de « *membres des forces armées* », mais de « *civils liés à des activités militaires* ». Un procureur militaire fut aussitôt nommé. Le général Hector Orozco, directeur du Service de renseignements de l'armée de terre. Il faisait partie de la délégation envoyée par Pinochet aux USA en mars, composée en plus du sous-secrétaire du ministère de l'Intérieur, le comman-

dant Enrique Montero ; de l'ancien ministre de la justice Miguel Schweitzer et du colonel Jeromino Pantoja, membre de la CNI ou ancienne DINA. Le but du voyage était de renforcer les déclarations de Pinochet : « *Le gouvernement n'est nullement impliqué dans l'assassinat de M. Letelier et il est disposé à prêter son concours à l'enquête entreprise par les autorités américaines* ».

C'est alors qu'arriva le 19 mars au Chili le procureur Propper. A cette date, il était d'ailleurs presque acquis que Juan William Rose s'appelait Michael Townley et qu'Alejandro Romeral Jara n'était autre que le capitaine de l'armée de terre Armando Fernández Laríos. C'est le journal *El Mercurio* qui s'est chargé de le « *découvrir* ». Eugene Propper se fait présenter au Chili par l'avocat démocrate-chrétien Alfredo Etcheverry qui présentera la requête américaine. Le juge Juana González est chargée par la Cour suprême de répondre. Elle interroge Townley et Fernández dans les locaux de la CNI « *parce que l'un des inculpés, M. Fernández, appartient à la police secrète* ».

Sa mission terminée au Chili, le procureur Propper rentre aux États-Unis. Une enveloppe scellée sera déposée quelques jours plus tard à l'ambassade américaine au Chili. Elle contient les résultats du travail du juge González.

Le chapitre suivant se joue plus tôt que prévu. Le samedi 8 avril, Michael Townley, citoyen américain, est expulsé du Chili, accusé de « *ne pas avoir ses papiers en règle* ». Il est renvoyé aux États-Unis où le FBI l'arrête aussitôt. C'était l'un des buts de la visite du procureur américain à Santiago.

« *Je n'aurais jamais pensé que mon gouvernement, celui qui était mon gouvernement, prendrait une telle décision. C'est une grave erreur parce que mon mari a été un agent de la DINA et puis de la CNI. Mon mari a été utilisé... C'est terrible pour le Chili puisqu'il sait beau-*

*coup de choses et si là-bas (aux USA) il est obligé de raconter tout cela, ce sera un coup très dur pour le Chili* ». Cette réaction de Mariana Callejas, épouse de Townley, fut la première confirmation publique des responsabilités de Townley dans la DINA. D'après le revue *Ercilla*, il était le subordonné de son compagnon de voyage et complice, le capitaine Fernández Larios.

Aujourd'hui, Michael Townley se trouve dans une forteresse de la National Security Agency où il a choisi de tout raconter. « *Il a dit tout ce que le Département d'État voulait savoir* », commente-t-on à Washington et à Santiago. Ainsi « Mike » obtiendra une réduction très importante de la peine qui avait été demandée pour lui : prison à perpétuité.

D'autre part, le procureur Propper craint que l'attitude coopérative de Townley pousse les organisations de « gusanos » cubains à essayer de se venger de celui qui les a laissés tomber et qui, avec ses déclarations, a déjà permis la capture de Ignacio Novo Sampol, l'un des auteurs matériels de l'assassinat de Letelier et l'inculpation de deux autres. Il veut se protéger... La caution qui permettrait à Townley d'être libéré a donc été fixée à cinq millions de dollars !

De toutes façons il n'est pas évident qu'il veuille être libéré. Sa femme, qui a été le voir au USA, déclarait récemment en rentrant au Chili : « *Il est très bien traité et reçoit une alimentation excellente. Les agents du FBI sont très gentils. Il est très tranquille et son seul chagrin, c'est le souvenir de sa patrie adoptive qui lui a tourné le dos* ».

### Le début de la fin ou la fin du début ?

Au fur et à mesure que l'affaire Letelier se développait, il devenait de plus en plus évident pour certains que les États-Unis avaient décidé d'accélérer les choses.. Il y en a même qui pensaient qu'on assistait au début de la fin de la dictature. L'annonce d'une amnistie « générale » ne fit que confirmer les espoirs et chez les exilés on commença même à discuter sur les perspectives chaque fois plus proches du retour. Les espérances créées par l'arrivée de Carter au pouvoir et qui avaient été vite déçues, semblaient renaître.

Pendant, du côté de l'amnistie, le retour à la réalité ne se fit pas attendre. Il fut même trop cruel pour le dirigeant communiste César Godoy Urrutia qui prit tout de suite l'avion pour le Chili. Dès son arrivée à l'aéroport de Santiago, il a été refoulé. Le veuve d'Orlando Letelier, lors d'une conférence de presse à Paris, avait déjà contesté la réalité de l'amnistie. Plus tard, les épouses des

Chiliens disparus, de passage en France, ajoutaient : « *Ne vous laissez pas prendre au piège de l'amnistie décrétée par le général Pinochet. Ne croyez pas à une libéralisation. L'amnistie ne concerne pas les mille cinq cents disparus, pas plus qu'un certain nombre de prétendus prisonniers de droit commun. Elle s'applique, en revanche, aux agents de la police politique, aux tortionnaires qui ont pratiqué la répression* » (Le Monde 10 mai 78). En effet, le texte de la fameuse loi d'amnistie qui n'aura permis que quelque deux cents libérations, crée toute la base légale pour l'impunité de ceux qui, comme le général Contreras ou le capitaine Fernández, sont évidemment responsables de crimes et de tortures, mais qui n'ont pas été inculpés et qui, très probablement, ne le seront jamais. Au moins, tant que les militaires seront au pouvoir.

D'autres espoirs furent soulevés par les « nouveautés » sur l'institutionnalisation qui prépare Pinochet. On y a vu un recul de la junte, une concession obligée. Les « nouveautés » ne sont en réalité que le même plan présenté il y a un certain temps, avec de légères modifications du point de vue du calendrier. D'après le discours du 5 avril, à la fin de cette année, la Constitution devrait être prête. Elle sera alors approuvée (une autre alternative n'étant pas envisagée) par plebiscite. Une période dite « de transition » s'ouvrira alors. Elle devrait durer cinq ou six ans et il n'y aura toujours pas de suffrage universel et « *l'essence du pouvoir continuera d'être détenue par les forces armées* ». La préoccupation de Pinochet pour montrer qu'il envisageait des changements ne pouvait quand même pas l'emmener à abandonner sa démocratie autoritaire.

Le 1er Mai a été encore une occasion de voir le double visage de la politique pinochiste. D'un côté, le spectaculaire et même l'audace de l'annonce de certaines mesures. Répression qui continue à s'exercer de l'autre. Comme tous les ans, Pinochet a trouvé une poignée de dirigeants jaunes pour l'accompagner à la fête du Travail. « *Magnifique opportunité* », « *Date historique* », comme le diront « *à l'unanimité* » des assistants, qui aura permis de jeter les bases des « *rapports harmonieux entre le capital et le travail* » que les idéologues de la junte ne cessent de souhaiter. Le droit de grève, bien évidemment, est toujours suspendu ainsi que l'ensemble des libertés syndicales.

Beaucoup moins harmonieuses furent les choses du côté des vrais dirigeants syndicaux. Un grand rassemblement avait été prévu par les organisations de travailleurs qui, jusqu'à présent, ont réussi à garder leur indépendance. Plus de 34 délégations de travailleurs du monde entier sont allées à Santiago pour témoigner un

soutien international à la lutte de leurs camarades chiliens pour leurs droits syndicaux. La manifestation n'avait pas été autorisée, ce qui ne peut surprendre personne. Pas plus que le fait qu'elle fut durement réprimée et des centaines de dirigeants syndicaux et de membres de délégations étrangères arrêtés. Parmi les prisonniers, Ernesto Vogel, syndicaliste démocrate-chrétien et Clotario Blest, le fondateur de la CUT.

Réaction désespérée d'une bête blessée ou simple continuation d'une répression qui s'assouplit, qui change de visage, mais qui est toujours là ?

Les secteurs proches de la junte affichent cependant une tranquillité plus grande que lors d'autres crises. Par rapport aux relations avec les États-Unis et l'influence de l'affaire Letelier, la presse chilienne souligne l'attitude prudente du Département d'État qui se défend de « *vouloir utiliser l'affaire Letelier pour déstabiliser le régime chilien* ».

Malgré les dangers potentiels d'explosion qu'ils représentent, les problèmes avec l'Argentine ont été mis en veilleuse « *par accord mutuel* » et resteront ainsi plus ou moins jusqu'à la fin de la Coupe du Monde. Du côté bolivien, la rupture des relations diplomatiques semble avoir été faite plus par souci des prochaines élections que dans un véritable esprit d'agression. D'ailleurs, le président Banzer dément formellement avoir prononcé jamais le mot « guerre ».

La situation économique est toujours tragique pour la grande majorité des Chiliens et constitue encore une source de profondes contradictions au sein de la bourgeoisie chilienne. Mais les grands monopoles sont satisfaits et leurs alliés internationaux semblent l'être aussi. C'est le moins qu'on puisse dire quand la junte vient de recevoir d'un consortium de 49 banques internationales, dont la BNP française, un crédit de 210 millions de dollars. Le soutien des généraux à la gestion de Pinochet ne fait que confirmer que les choses sont loin de changer d'une façon significative dans les forces armées. Tandis que la gauche continue à chercher le chemin d'une unité renouvelée, les grands monopoles et les impérialistes qui les soutiennent, disposent d'une marge importante de manœuvre que la politique des « droits de l'homme » à elle seule, ne saurait pas mettre en échec.

Penser qu'on assiste au début de la fin de la dictature semble relever, donc, d'un un peu trop excessif optimisme. Dans le « meilleur » des cas, nous sommes en présence d'une grande manœuvre des monopoles et de l'impérialisme destinée à faire changer tout, en apparence, pour que rien — et surtout pas le régime — ne change en réalité.

## Seule la lutte du peuple...

Les perspectives du coup d'accélérateur américain vis-à-vis de Pinochet ne sont pas infinies. Et personne ne croit plus que seule la politique des « droits de l'homme » soit à l'origine de la démarche. Et bien qu'elle ne puisse sérieusement « être tournée en dérision par ceux qui aspirent à de réels changements en Amérique Latine », il est évident qu'elle ne va pas au-delà de la « démocratie restreinte » prônée par les États-Unis et la Trilatérale : « assez de démocratie pour que les populations aient le sentiment d'être en charge de leurs propres affaires et n'aillent pas chercher un bouc émissaire extérieur ou intérieur (puisque les forces armées sont considérées comme des appendices du Pentagone) à leurs difficultés ; pas trop quand même, pour ne pas déboucher sur des situations révolutionnaires qui mettraient à bas l'édifice soigneusement construit »<sup>2</sup>. Carter et sa politique ne cachent pas la couleur : « démocratie restreinte » (« autoritaire » ou « protégée »). Des jeux de mots pour justifier l'essentiel, l'exclusion

de la grande majorité de l'accès à la richesse et à la démocratie tout court.

« *Seule notre lutte nous donnera le pain, le travail et la liberté* », proclamait un tract circulant à Santiago pendant le rassemblement réprimé du 1er Mai. Pour le peuple chilien, seules son unité, son organisation et sa lutte, permettront de renverser le régime et d'instaurer une démocratie véritable. Carlos Lazo, membre du Comité central du parti socialiste, récemment libéré, nous déclarait : « *Deux facteurs rendent le changement difficile. D'abord, celui de la terreur déchaînée par l'absence d'une alternative politique claire et définie des forces qui sont pour la démocratie au Chili* »<sup>3</sup>.

Le 1er Mai a montré que les travailleurs ont dépassé la peur et sont disposés à aller de l'avant ; les comités de résistance intégrés par les militants de toute la gauche et même des démocrates-chrétiens, amorcent une nouvelle unité par la base et surtout incarnent l'aspiration populaire de ne plus commettre les erreurs qui facilitèrent la tâche de la contre-révolution pendant le gouvernement populaire. Ce n'est pas nouveau...

l'immense majorité des Chiliens sont depuis longtemps contre la junte. Mais...

C'est au niveau des états-majors que le mécontentement et la protestation rencontrent des obstacles qui les empêchent de se convertir en opposition plus active. Certes, l'unité populaire a été reconstruite, sa coordination s'améliore et récupère une présence politique inexistante pendant plus de trois ans. Mais cette récupération est largement plus importante à l'extérieur qu'au Chili même. Beaucoup plus significative au sommet qu'à la base. Il y a des différences importantes qui subsistent sur le caractère des accords à passer avec la démocratie chrétienne\*. Si personne ne refuse l'action commune contre la junte, nombreux sont ceux qui s'opposent à l'idée d'une « voie chilienne du compromis historique ». Il y a d'autre part des différences quant à l'importance à donner à la lutte légale. Certaines organisations ne sont toujours pas décidées à travailler avec les comités de résistance clandestins par définition.

C'est ainsi que l'Unité populaire marche à petits pas comme un malade dont l'état s'est amélioré, mais dont la convalescence est beaucoup trop longue. Face à cette faiblesse certains cherchent d'autres chemins. Soit celui du pôle centriste, soit celui du pôle révolutionnaire. Mais ni l'un ni l'autre ne semblent avoir un rôle quelconque à jouer dans l'avenir.

Pinochet pourra s'habiller en civil, se faire plébisciter encore une dizaine de fois, proclamer de nouvelles amnisties, trouver de nouveaux déguisements pour la répression. Le régime restera intact.

Le jour où le large mouvement de résistance qui aujourd'hui se développe à la base ; les travailleurs qui montrent leur volonté de lutte, les femmes qui se battent pour la libération des prisonniers, les enfants qui demandent à ne pas mourir de faim, auront à leur tête une gauche capable de rassembler tous ceux qui veulent en finir avec la dictature, on pourra sérieusement parler de début de la fin. Entre temps, les grandes avenues dont parlait le président Allende resteront fermées pour le peuple.

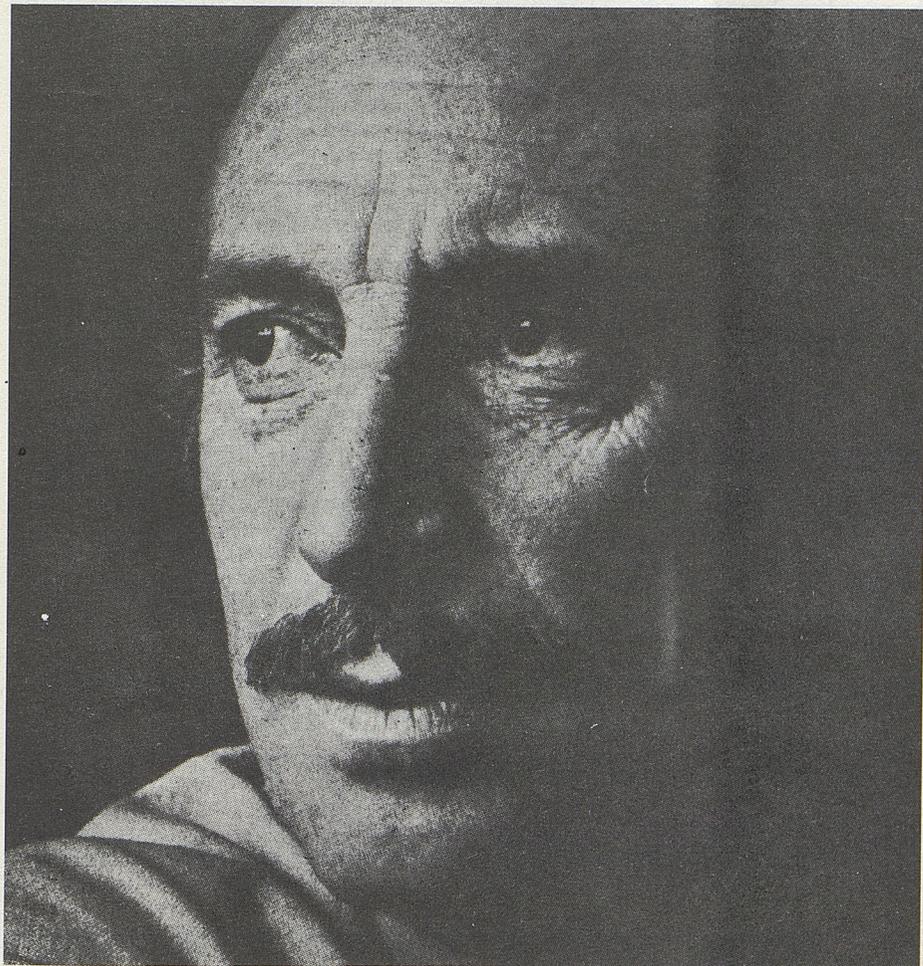
Eduardo Olivares

1. Passeport officiel : celui qu'on délivre à des chargés de missions officielles.

2. Cf. l'article de Bernard Cessein : **La démocratie restreinte ou la fourchette de Washington** (Urgent... Amérique Latine n° 3).

3. Cf. Interview de Carlos Lazo : **Perspectives pour le Chili** (Urgent... Amérique Latine n° 3).

\* D'autant plus que dans sa dernière déclaration, cette dernière si elle durcit d'une part sa position contre la junte, fait un appel du pied aux militaires « patriotes », pensant ainsi trouver une solution sans la gauche (cf. **Nouvelles de demain**, pp. 27-30).



# Orlando Letelier

# les bouquinistes de l'Amérique Latine

Située entre la Sorbonne et Jussieu, à côté de la Mutualité, à deux pas de feu l'École Polytechnique, la Librairie Centre des Pays de langue espagnole et portugaise a ouvert ses portes le 8 juin 1977. Et, depuis, elle offre au public la production culturelle de trente-deux pays.

En arrivant à Paris après le coup d'État au Chili, M. Rabelo (ex-journaliste au Brésil) s'intègre à la Librairie portugaise de la rue Gay-Lussac, qui appartenait à M. Mario Soares. Un département Brésil voit le jour, ainsi qu'un rayon de disques et de presse en langue espagnole. Ce banc d'essai est positif et, dès avril 1974 et le retour au pays des Portugais, les contacts commencent en vue de créer la Librairie Centre. 1976 verra les résultats de ce travail de longue haleine : au milieu de l'année le local est trouvé, en septembre le contrat est signé, les travaux commencent, la Librairie Centre des pays de langue espagnole et portugaise est née.

## Démystification et démystification

Ces deux mots résument la ligne que s'est tracée M. José-Maria Rabelo, le directeur de la librairie : « *Le Brésil ce n'est pas seulement le Carnaval de Rio et le football, les Mexicains ne sont pas tous des bandits moustachus. Derrière l'immigration espagnole et portugaise, il y a plus de deux mille ans de culture et d'esprit pionnier. Les ex-colonies portugaises d'Afrique ne sont pas qu'une mosaïque de tribus inintéressantes à la vie moderne. Nous voulons donner au public français et européen une vision correcte de la réalité sociale, économique, politique et culturelle de nos différents pays, vision qui lui arrive presque toujours déformée.* »

L'espagnol est actuellement la quatrième langue parlée dans le monde et le portugais la sixième. Selon les statistiques de l'UNESCO, elles seront respec-

tivement la seconde et la quatrième d'ici la fin du siècle. 80.000 livres par an sont publiés en espagnol et en portugais (60.000 pour l'un et 20.000 pour l'autre). Mais à la Librairie-Centre il ne s'agit pas de « vendre du livre ». Chaque communauté nationale exige une approche différente. La clientèle portugaise héritée de la rue Gay-Lussac, composée dans son immense majorité de travailleurs émigrés, était la plus difficile à toucher. C'est par le biais de leurs enfants que les livres pénètrent dans leur foyer. Le mercredi, jour de congé scolaire, les élèves des écoles portugaises de Paris vont visiter la Librairie-Centre (qui figure au programme des visites au même titre que Notre Dame ou la Tour Eiffel) et s'en donnent à cœur joie dans le rayon qui leur est réservé à l'entrée. Ils découvrent ainsi une image différente de leur culture. Ce problème se pose avec moins d'acuité pour les autres groupes du fait de leur composition.

S'il est vrai que la Librairie compte environ 18.000 titres, il n'en faut pas moins négliger le Centre : l'auditorium en est l'axe principal. Baptisé Gil Vicente, du nom d'un dramaturge du 16<sup>ème</sup> siècle qui écrivait en espagnol et en portugais, il est tout à fait symbolique du désir de donner la même audience aux différentes cultures représentées rue des Écoles. Ce local, où peuvent se réunir une centaine de personnes, sert à des manifestations diverses : présentation de livres avec la participation des auteurs, débats ou tables rondes sur les thèmes d'actualité (le modèle brésilien, le militarisme latino-américain, la péninsule ibérique et son avenir par rapport à l'Europe et au Tiers-monde, etc.), ou passage d'artistes.

Outre les livres (littérature, économie, politique, sociologie, beaux-arts, textes scolaires, dictionnaires, méthodes audio-visuelles et guides touristiques) et les manifestations culturelles, un ample rayon de presse offre revues et journaux. La section musique (disques et cassettes) est d'une très grande richesse. Presqu'à coup sûr vous trouverez ici ce que vous ne trouvez pas ailleurs.

Au cours des mois qui viennent, une galerie d'artisanat va voir le jour, des cours d'espagnol, de portugais, de guarani et de nahuatl vont être organisés. Une agence de voyage est également prévue.

Asphodèle, la fédération des syndicats de libraires de France, envoie ses élèves dans le cadre de la formation permanente. C'est-à-dire que M. Rabelo a vraiment su atteindre son but : n'avoir en aucun cas une librairie morte.

## Les exilés se suivent mais ne se ressemblent pas

Toute autre est l'histoire de M.

Robles. 1939 n'était pas une bonne année pour lui qui était Espagnol et s'exilait en France. Pris entre deux guerres, c'est seulement en 1946 que M. Robles et l'un de ses compatriotes monteront les Ediciones Hispano-americanas.

La fin de la Deuxième guerre mondiale aura eu une conséquence originale : la désaffection pour l'italien et l'allemand compensée par un intérêt croissant pour l'espagnol.

M. Robles et son associé feront leurs débuts comme diffuseurs et comme agents littéraires de maisons d'éditions sud-américaines : Poseidon (d'origine espagnole), Losada et la Sudamericana, dans les années 1945-46.

Deux types de clientèle fréquentent concurremment la librairie qui naît en 1947 rue de l'École de Médecine, avant de s'installer en 1951 rue Monsieur le Prince : les universitaires français et les réfugiés espagnols.

## La doyenne des librairies

Installée rue Mazarine après la guerre, puis dès 1955 rue de Seine, la Librairie Espagnole travaillait aussi bien avec les maisons d'éditions latino-américaines : Losada, Grijalbo, Porrúa, Fondo de Cultura Económica, Siglo XXI, qu'avec des éditeurs espagnols : Espasa-Calpe, Gili, Consejo Superior de Investigaciones, Gredos. La clientèle universitaire se fait un peu plus rare depuis que les universités commandent leurs livres directement en Espagne (environ quatre ou cinq ans). Et, depuis l'« ouverture » espagnole commencée — sur le plan éditorial — avant la mort de Franco, Paris n'a plus le privilège de publier des livres anti-franquistes. La baisse de clientèle de réfugiés espagnols a été « comblée » par l'augmentation du nombre de réfugiés principalement sud-américains.

Une petite partie des activités de la Librairie est consacrée à l'édition : romans de Goytisolo ou de Corrales Egea, livres d'histoire de Tuñón de Lara ou de Vilar et d'autres encore.

En plus de 2.500 titres mis en vente, on peut trouver des revues et des disques espagnols ou latino-américains.

Catherine Bastard

- Librairie Centre des Pays de langue espagnole et portugaise — 16, rue des Écoles, 75005 Paris. Tél. 033.46.16.
- Ediciones hispano-americanas — 26, rue Monsieur le Prince, 75006 Paris Tél. : 326.03.79.
- Librairie Espagnole — 72, rue de Seine, 75006 Paris. Tél. : 033.56.26.

# la vie quotidienne à Villa Devoto

Nous disions toujours que nous vivions dans des toilettes : les cellules sont très petites pour quatre. A l'intérieur il y a le W.C., la poubelle, le poêle à mazout et l'évier, en plus des quatre lits, défoncés, qui sont les seuls meubles. La prison manque d'air et d'eau. On nous permettait de prendre des bains, mais il n'y avait pas d'eau chaude, et l'eau froide ne coulait que deux ou trois heures par jour. Eau froide, été comme hiver.

Au début, nous sortions en uniforme, mais après ils ne nous en ont plus donné, prétextant un manque d'argent. Ils nous obligeaient alors à mettre un pantalon bleu et un chemisier quelconque. Nous ne pouvions pas mettre de jupes. L'été, nous mourrions de chaleur en pantalons. Comme on lavait et qu'on étendait le linge dans la cellule, il était toujours humide et il sentait mauvais. Les maladies se propageaient en un clin d'œil.

Interdit de mettre quoi que ce soit au mur : même pas un dessin. Interdit de porter des couleurs autres que le gris, le bleu, le marron ou le blanc.

Interdit d'avoir une radio, la TV, une montre ou un calendrier. Notre temps se divisait en deux : 21 heures par jour dans la cellule et 3 heures dans le couloir. La punition courante consistait à supprimer ces trois heures. C'était très difficile à supporter aussi bien physiquement que psychologiquement.

Dans d'autres, la promiscuité était encore plus grande : elles vivaient à vingt dans des cellules calculées pour douze, et

n'avaient qu'une heure de récréation par jour, parce qu'ils considéraient que vivre ensemble était une récréation en soi.

Pendant la journée, les géôliers exercent un contrôle permanent. Les sanctions pleuvent pour n'importe quoi : se pencher à la fenêtre, porter des pantalons trop courts, saluer une compagne... il y a un climat permanent de tension et de violence.

C'est dans les cellules que l'on reçoit la nourriture qui est infâme. Le lait, au petit déjeuner, est coupé d'eau. Les repas arrivent dans d'énormes gamelles. En général, ce sont des ragoûts avec une grosse couche de graisse sous laquelle il y a des nouilles, des lentilles ou du riz. En deux ou trois mois, le meilleur des estomacs n'y résiste pas. Celles qui étaient malades avaient droit à un régime : un morceau de viande pleine de nerfs et une pomme de terre bouillie ou de la citrouille. C'est ça ou rien.

Les soins médicaux sont très mauvais : il n'y a même pas d'aspirine. Les seuls médicaments qu'ils nous donnent sont des neuroleptiques. En général, nous ne les prenons pas. Au mois de novembre, l'une de nos compagnes est morte d'une crise d'asthme. Elle n'a pas été soignée, sous le prétexte que c'était un problème psychique. Ils lui ont donné du valium, elle a eu une crise cardiaque. Cette attitude des médecins est délibérée.

La prison de Villa Devoto où le 15 mars dernier furent massacrés 60 prisonniers, se dresse presque au centre de Buenos-Aires, au milieu d'un quartier populaire.

Autour, la vie continue.

Les enfants jouent au ballon

sur les trottoirs et les gens

ouvrent leurs boutiques, le matin.

De l'autre côté des murs et des grilles,

la vie continue aussi.

En plus des prisonniers de droit

commun, huit cents

prisonnières politiques.

Maria Claudia Massa entra à

Villa Devoto le 8 novembre 1974

alors qu'elle avait vingt-cinq ans.

Elle en est sortie le 12 janvier 1978.

Motif de l'incarcération :

on a trouvé de la littérature

de gauche à son domicile.

Aujourd'hui à Paris, elle

nous fait le récit de ces mois

et de ces années passées à Villa Devoto.

Elle nous dit avec une émotion

contenue le courage d'une résistance qui arrive,

quoi qu'on fasse pour l'étouffer,

à crier son nom.

-- Comment organisiez-vous vos journées ?

La seule activité autorisée était les échecs. Il était interdit de chanter, de siffler, de rire fort, de danser, de faire de la gymnastique, de faire du théâtre... Mais nous nous ingénions à tourner les interdits. Nous fredonnions. Nous essayions de faire en sorte que le dimanche soit vraiment « un jour de fête ».

Pour faire « bonne chère » par exemple, nous retirions les carottes du ragoût gras et, avec de la mie de pain, nous faisons de la sauce béchamel : on avait alors des carottes en sauce. La mie de pain nous servait à tout : nous confectionnons des bouchées, des galettes frites, des tartes... Nous réservions ces « agapes » pour les anniversaires, les dimanches. Nous n'avions pas le droit de recevoir de nourriture de l'extérieur, mais, par contre, à la cantine nous pouvions acheter des œufs, du sucre, du lait.

Nous organisons des activités. Nous parlons de nos problèmes, de nos difficultés, de nos doutes ; nous lisons ensemble les lettres que nous recevons de nos proches ; nous discutons sur la façon d'envisager les rapports avec les familles, pour les aider à comprendre notre situation et aussi pour qu'elles nous aident de l'extérieur. Nous débattions sur le meilleur moyen de faire connaître notre situation, hors de la prison, malgré tous les obstacles. Nous trouvions toujours un moyen pour faire savoir ce qui se passait à Villa Devoto et dans d'autres prisons. Le révéler était très important,

car nous étions au courant de tout ce qui se faisait pour nous à l'extérieur.

Le dimanche, après le déjeuner, nous montions une pièce de théâtre, nous chantions, nous nous racontions un film ou une histoire. Faire cause commune, créer des liens, nous enrichir, mettre à profit nos expériences mutuelles, les échanger, nous aidait, plus que tout, à garder le moral.

Nous partions de l'idée que nous étions des prisonnières politiques et que, en prison, nous continuions la lutte. Notre but a toujours été de prolonger à l'intérieur le combat de l'extérieur, avec, bien entendu, toutes les limites imposées par notre situation. A mesure que la situation extérieure évoluait, notre combat devenait de plus en plus difficile.

En 1975, ils essayaient d'implanter dans toutes les prisons, dans celle de Rawson, en premier lieu, le régime de haute surveillance. Jusque-là, le régime des prisonniers politiques était semblable à celui des prisonniers de droit commun, c'est-à-dire que malgré toute l'injustice ambiante, nous bénéficions de certaines libertés en comparaisons avec le régime que nous eûmes par la suite. C'est alors que s'organisa une grève de la faim pour au moins dénoncer le nouvel état de choses. Ce fut un acte de résistance très important. Nous avons utilisé tous les moyens possibles : moyens légaux, audiences avec les autorités, notes ; et aussi tous les moyens de lutte des prisonniers : grève de la faim, éviter l'appel, etc.

— En quoi consiste cela « éviter l'appel » ?

Tous les après-midi, les géôlières viennent nous compter. Alors on se met à marcher sans s'arrêter une seule minute ; ça les ennuyait énormément car elles ne peuvent s'en aller avant de nous avoir comptées et ça entraînait pour l'administration une série de complications.

— Et elles ne pouvaient pas vous battre pour vous faire tenir tranquilles ?

A ce moment-là (c'était avant le coup d'État), elles ne pouvaient pas nous battre. Nous prenions ces mesures à des occasions très importantes, par exemple en cas d'excessive promiscuité dans les pavillons ou pour réclamer des soins médicaux pour une compagne malade, ou bien pour obtenir de meilleures conditions d'hygiène pour les bébés (à cette époque, les enfants des prisonnières pouvaient vivre avec leur mère jusqu'à deux ans). Nous refusions aussi la nourriture qu'ils nous apportaient ; nous ne la goûtions même pas. Nous essayions toujours d'adapter nos formes de lutte aux circonstances.

### Quand Devoto et toutes les prisons passent sous la coupe des militaires

La situation à l'intérieur des prisons devint très difficile : moins de visites, moins de récréations, on ne peut plus faire de cuisine, ils nous enlèvent les enfants (les mères peuvent les garder jusqu'à six mois seulement), nous restons au secret très longtemps (un mois, un mois et demi) ; on ne peut plus écrire du tout aux proches, également emprisonnés. Même le dialogue avec les autorités devient ardu. Alors, nous avons dû ajuster la résistance à cette nouvelle situation, tout comme à l'extérieur les luttes devaient faire face à une répression beaucoup plus dure. Au début, ce fut très difficile. Nous recevions des nouvelles d'autres prisons, celle de Córdoba par exemple, où ils fusillaient les prisonniers. Quelle attitude fallait-il adopter ? Nous risquions de déclencher une vague d'exécutions ou une réponse très dure des autorités pénitentiaires. Comment savoir jusqu'à quel point on pouvait résister ou s'affronter ? D'autre part, nous voyions que l'ennemi avait des plans concrets qui consistaient à nous supprimer chaque fois plus d'acquis, à rogner tout ce qui nous aidait à conserver notre dignité. Ils essayaient par tous les moyens de nous affaiblir, de nous user. Ce ne fut pas facile d'adapter la lutte aux nouvelles circonstances, car le changement fut brusque et d'envergure. L'idée que nous pouvions encore malgré tout défendre nos droits se généralisa parmi les prisonnières politiques. Nous savions que les acquis que nous perdions, nous les perdions de manière définitive, que cela allait empirer, que jamais ils ne nous rendraient ce qu'ils nous supprimaient. Nous essayâmes alors de retarder coûte que coûte leurs plans d'anéantissement lent et irréversible. Si au cours de la lutte nous pouvions obtenir qu'ils nous réautorisent quelque chose qu'ils nous avait supprimée, tant mieux !, mais notre objectif principal était de faire traîner et de garder le moral.

— Comment faisiez-vous pour vous mettre toutes d'accord ? Car cela suppose une force et une intégrité très grandes. Il est difficile de réaliser l'unité.

L'unité n'est pas quelque chose qu'on obtient en cinq minutes. C'est quelque chose que l'on construit en permanence. C'est comme la résistance qui se fait tout le temps et se construit souvent sur des erreurs. Nous étions huit cents, éparses dans la prison. Nous n'avions pas la possibilité d'être toujours en contact, mais il y avait toujours moyen de communiquer entre nous, d'être au courant de ce qui se passait parmi les

huit cents, même si cela prenait du temps. Quand on se voit ôter ce qu'on désire le plus (par exemple la communication avec les compagnes), on s'ingénie toujours à trouver le moyen de la rétablir. Nous procédions ainsi pour tout ce qu'ils nous ôtaient. En plus, les autorités pénitentiaires savaient que nous nous mettions d'accord, elles le voyaient dans les faits et cela les irritait énormément. Nous disions toujours « notre seule arme, c'est l'unité » et c'était vrai. C'est pourquoi nous étions attentives à toutes les manières d'établir la communication entre nous, car ainsi nous étions au courant de tout ce qui se passait dans le pénitencier et nous pouvions rester unies.

— Comment se reflétait cette unité dans les moyens de lutte ?

Nos formes de lutte avaient pour ligne directrice la volonté de tirer profit d'absolument toutes les possibilités : envoyer les déléguées aux audiences lorsque les autorités nous recevaient (même au cœur des périodes les plus dures,

nous conservions notre organisation avec une représentation de déléguées). Cela s'est maintenu. Il semblait par moment qu'ils n'allaient plus reconnaître les déléguées, mais à la fin ils les reconnaissaient toujours. Parler et parler tout le temps, exprimer nos revendications, exiger le respect, nous opposer à ce qu'ils nous suppriment certains droits, refuser toute mesure qui nous soit hostile. Un exemple concret : l'une des premières mesures après le coup d'État militaire et tout ce nouvel état de choses, fut l'installation de « parloirs de verre » (le prisonnier et ses visiteurs sont séparés par deux vitres distantes de deux à trois mètres et ils communiquent par téléphone). Les huit cents, nous avons refusé d'aller à la première visite dans ce genre de parloir. Nous savions que nous n'allions pas obtenir la suppression des parloirs de verre, mais nous savions qu'ainsi nous faisons sentir notre présence unitaire : huit cents prisonnières politiques, c'était un choc. De leur côté, les visiteurs, lorsqu'ils virent que personne ne venait

au parloir, ont immédiatement fait connaître la situation et la Croix Rouge est arrivée. C'est-à-dire qu'il y avait des faits que les proches interprétaient tout de suite. Ils commençaient alors à agir et les organismes étaient mis au courant, la situation devenait connue à l'extérieur. Elle franchissait les murs de la prison.

### Le pain quotidien des vexations

Le pénitencier tenta par la suite d'instaurer la « fouille vexatoire », qui consiste à mettre les prisonnières toutes nues lors des fouilles. Le corps des « géôlières de la fouille » arrive et met sens dessus-dessous ; elles révisent absolument tout, emportent ce qu'elles veulent, le peu que nous avons, avec une cruauté incroyable, et nous obligent à nous dévêtir complètement.

— Avec quelle fréquence se font les fouilles ?

Tous les quinze jours, il y avait une fouille quelque part. Nous autres, l'ensemble des prisonnières politiques, nous ne nous sommes jamais, jamais mises nues. Refuser de se dévêtir, de s'enlever le soutien-gorge ou la culotte, signifiait quinze jours de cachot. Si bien qu'à partir de février 77, quand s'instaura la « fouille vexatoire », il y a tous les quinze jours 70 à 80 personnes dans les cachots.

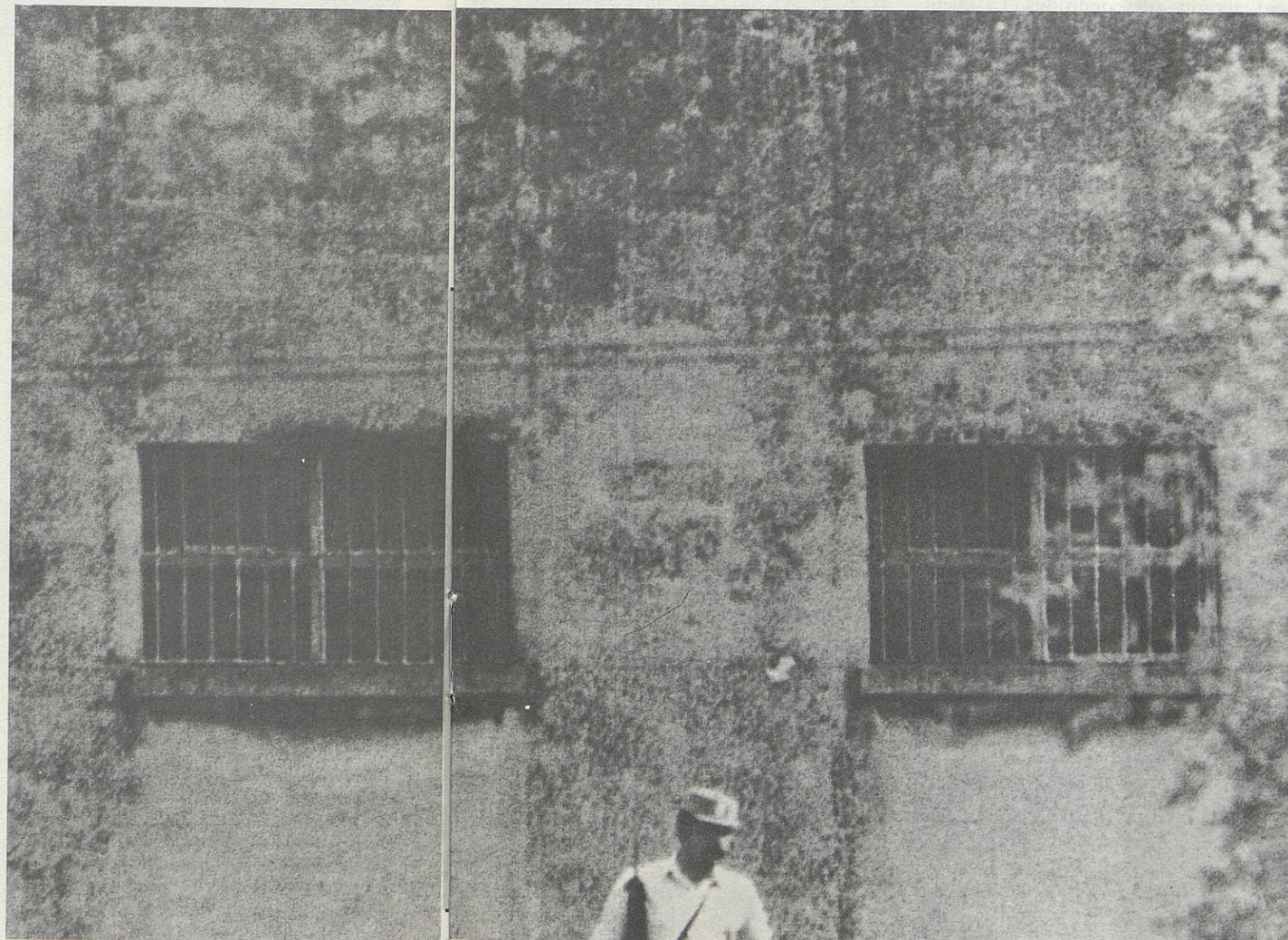
— Ce nom de « fouille vexatoire », c'est vous qui l'avez trouvé ?

Oui, nous l'avons appelée ainsi et l'opération est connue sous ce nom. « Vexatoire », parce qu'une personne est complètement nue devant une autre, en uniforme, qui la regarde, la révisé, la touche. Nous nous sommes dressées contre cela, par dignité. Une mesure que le pénitencier prend contre nous n'est jamais la dernière. Elle annonce toujours une mesure pire. Donc, plus nous nous refusions à la « fouille vexatoire », plus nous retardions la mesure suivante, les doigts dans le vagin, par exemple. Certaines géôlières s'enveloppaient déjà les doigts de papier hygiénique et menaçaient de nous faire le toucher vaginal. Quelques compagnes ont été déshabillées de force : on leur tenait les bras et les jambes, on les frappait et on les mettait toutes nues. Mais nous opposer à la fouille a été pour nous un des mots d'ordre les plus importants.

### 800 gamelles contre les grilles

En juin 77, le pénitencier inaugura une nouvelle mesure : le transfert des prisonniers vers d'autres lieux de détention, prisons, camps de concentration ou commissariats. Nous savions que le transfert était très dangereux, à cause du manque total de garanties qui sévit pendant les transferts. Les compagnes emmenées pour être interrogées par un général ou un juge étaient la plupart du temps sauvagement torturées. Comme nous ne pouvions rien contre (les transferts sont opérés de force), nous faisons en sorte qu'ils se sachent : nous dénoncions les noms des prisonnières et les lieux où elles étaient transférées, pour qu'elles aient au moins la vie sauve. Le premier transfert eut lieu le 13 juin 1977. Ils emmenèrent trois compagnes de Córdoba en prétextant que le général Menendez voulait les voir. Dans les cellules ou les pavillons où elles étaient, on fit des chaînes pour éviter

qu'elles soient emmenées de force (faire la chaîne, c'est se prendre par le bras et faire cercle autour de la compagne qui va être emmenée pour empêcher les géôlières de passer. Mais ils les emmenèrent de force. Alors, nous toutes, les huit



cents, avons saisi notre gamelle et avons commencé à frapper avec contre les grilles. 800 gamelles contre les grilles ! Et on nous a entendues à l'extérieur. Quelques heures après sont arrivés les avocats, les journalistes, les curés, les familles, tous les voisins. Et les noms des compagnes furent divulgués. Nous avons appris après que personne n'avait envoyé chercher ces compagnes, qu'on les emmenait sûrement pour les tuer. Cette résistance leur a sauvé la vie. C'était tout ce que nous pouvions faire. Pour les transferts suivants, quand nous supposions que le risque était grand, nous répétions la même chose. Le fait que Villa Devoto soit au milieu d'une ville aidait à amener la population.

Après le 13 juin, le pénitencier essaya d'inaugurer un nouveau cachot, encore plus humide, plus froid, plus obscur, où l'isolement était total. Ils y emmenèrent deux compagnes qui commencèrent une grève de la faim qui dura quinze jours : dix jours sans rien manger et les derniers cinq jours sans rien manger ni boire. Le quinzième jour, ils les firent sortir et ils n'emmenèrent jamais plus personne au cachot. Ce fut une petite victoire. Pour la première fois, ils renonçaient à une de leurs mesures de répression. Sachant que ces deux compagnes faisaient la grève de la faim, nous avons refusé toute nourriture par solidarité avec elles. Après le 13 juin, qui marque le point culminant de la résistance, nous avons été mises un mois au secret : ni lettres, ni visites, ni récréations, rien. Nous savions que cela risquait d'arriver, mais il nous fallait sauver la vie des camarades. Ce furent des journées très difficiles. Ces mesures de résistance furent connues à l'extérieur ; elles parvinrent à la Croix Rouge, aux organismes internationaux qui se penchèrent sur notre situation.

### Pour nous diviser

L'objectif de l'ennemi était de nous détruire sur tous les plans pour nous transformer en déchets humains, au physique comme au moral. En août 77, ils instaurèrent une division en trois régimes, une ségrégation sur la base de la conduite : à meilleure conduite, plus de « privilèges », ou plutôt conditions moins inhumaines. Le but : briser notre résistance, nous diviser. Notre unité était notre arme la plus importante et cette mesure visait à la rompre. Il y eut un pavillon de la Bonne Conduite, un pavillon intermédiaire et un troisième pour les compagnes « récalcitrantes » (celles qui opposaient le plus de résistance). Pour passer au pavillon de la Bonne Conduite, il fallait adopter une attitude d'inertie, voire dénoncer ses compagnes.

— Et quels « privilèges » obteniez-vous ?

Très peu. Faire du travail manuel, avoir davantage de revues, avoir une fois par an une visite de « contact » avec les enfants (pouvoir les embrasser, les toucher, au lieu de les voir à travers les vitres). Et la rumeur courait qu'il était ainsi plus facile d'obtenir la liberté. (Ils « jouaient » beaucoup avec cela), mais en réalité les mises en liberté n'émanaient pas seulement des pavillons de Conduite, elles émanaient de partout. Et pour nous tromper davantage, les gens qui étaient mis en liberté passaient d'abord au pavillon de Conduite, pour faire croire que ceux qui étaient mis en liberté sortaient de là. Les pavillons de Conduite devenaient de la sorte les « pavillons de la liberté ». C'était fait pour nous démoraliser, nous diviser, nous confondre. Ce sont les pavillons « vitrines », ceux que l'on montre aux organismes internationaux ou à l'opinion mondiale à l'occasion de la Coupe du Monde ; cela peut durer quatre ou cinq mois, pas plus. Un petit nombre de prisonnières seulement accepta ces conditions. La majorité continua dans la résistance. Ce fut une épreuve, mais pour la plupart d'entre nous, il était clair que ces petits privilèges importaient peu, que le plus important était de conserver notre intégrité morale et notre unité. Notre dignité faisait que l'ennemi devait nous respecter. Le plus important c'est cela, et aussi le fait de sentir que, dans les limites de nos faibles possibilités, nous continuons à accompagner le lutte de notre peuple, au dehors.

— Les compagnes qui passaient au régime de Bonne Conduite continuaient-elles à avoir contact avec vous ? Vous pouviez



les comprendre ?

Nous tentions de ne pas perdre le contact avec elles. Nous les comprenions, nous étions toutes passées par la torture ; tout le monde n'a pas la même force pour supporter des situations réellement terribles. Le fait qu'à un moment déterminé elles aient décidé de ne plus adopter aucune attitude de résistance, ne voulait pas dire que c'était pour toujours.

### Nous disions toujours : « Résister, ce n'est pas seulement cela »

A nos yeux, la résistance impliquait tous les aspects de la personne. Ce n'était pas seulement : « devant telle situation, je me rebelle », mais une attitude intégrale, contrecarrer à tout moment une politique d'anéantissement. Un exemple emprunté à la vie quotidienne : le travail manuel nous était interdit, mais nous en faisons quand même avec ce que nous avions sous la main, vieux habits, flacons de détergents ; nous en faisons autant de petits cadeaux de Noël ou d'anniversaire. Les fouilles risquaient de nous les subtiliser, mais peu importait. Nous aidions ainsi les compagnes qui avaient des enfants, à maintenir de bons rapports avec ces derniers : nous écrivions des contes entre nous, nous faisons des dessins que les mères leurs envoient. L'important était de faire quelque chose, de ne pas se laisser aller, de tirer parti de tout. Et cette chose quotidienne, grise, sans transcendance s'appelait aussi résistance. Résister, c'est ne pas se laisser abattre par la maladie. Même si le médecin n'écoute pas, il faut y aller, demander, exiger, jusqu'à arracher qu'il procède à une analyse ou donne un médicament.

Résister c'est aussi vivre en commun. Ils nous changeaient de cellule tous les trois mois et on ne voyait plus celles avec qui on avait vécu, auxquelles on était attachée.

Résister, c'était aussi trouver rapidement des façons de nous connaître et de nous intégrer : discuter de nos différences ou bien trouver les points d'union, même si beaucoup de choses nous séparaient. Construire l'unité à partir du plus menu. Nous nous étions rendu compte que c'était une des choses qui nous aidait le plus à tout supporter. Sinon, on se laisse mourir à petit feu. Quand on ne tire pas le maximum du peu qu'on a, quand on ne le défend pas avec acharnement, on ne peut plus nourrir l'espérance ni l'envie de vivre.

C'était cette petite lutte quotidienne, exigeante, qui faisait qu'ils n'avaient pas le dessus sur nous.

Propos recueillis par  
Liliana González et  
Matilde Herrera

# droits de l'homme et banques privées

Les banques américaines privées ont prêté plus d'un milliard de dollars pour soutenir l'économie chilienne au moment même où les prêts multilatéraux et ceux du gouvernement des États-Unis cessaient, par suite des constantes violations aux droits de l'homme commises par la junte militaire.

En effet le gouvernement chilien a pu continuer à appliquer sa politique de répression, parce qu'il ne dépendait ni du gouvernement américain, ni de l'aide économique des agences de prêt internationales.

Les banques privées multinationales ont de fait financé la dictature de Pinochet depuis 1976. Tandis que la plupart des gouvernements ont considérablement ou totalement réduit leur aide économique et militaire au Chili à cause de ces violations des droits de l'homme, l'accroissement spectaculaire des prêts des banques privées a permis à la junte de faire fi de la critique internationale tout en continuant à bénéficier de ressources financières illimitées. (Ainsi les prêts consentis par les banques privées des États-Unis et d'Europe occidentale sont-ils en contradiction flagrante avec la politique officielle des pays qui sont les principaux créanciers du Chili<sup>1</sup>).

Les prêts des banques privées ont à présent dépassé — et de loin — l'aide publique comme source de financement extérieur du Chili (voir le graphique ci-contre). Nous avons utilisé ici des chiffres non encore publiés pour démontrer que l'afflux massif des banques privées depuis 1975 a permis à la junte de se moquer éperdument de la campagne internationale sur les droits de l'homme. En 1977, alors que les droits de l'homme devenaient le mot-clé de la politique étrangère des États-Unis, le Chili recevait plus de dollars que jamais auparavant<sup>2</sup>. Cette contradiction entre la politique américaine officielle des droits de l'homme et l'attitude des trusts et des banques privées des USA, n'a pas suscité un réel débat.

En juin 1977, Pinochet a pu rejeter une aide économique de 27,5 millions de

Isabel Margarita Letelier, qui a remplacé son mari au poste qu'il occupait à l'« Institute for Policy Studies » de Washington, vient avec Michael Moffit de rédiger un rapport sur l'aide des banques privées au Chili, et la politique des droits de l'homme. Comme son se souvient, Orlando Letelier et l'épouse de Michael Moffit ont été assassinés en septembre de 1976 à Washington par les agents de la DINA, ainsi que vient de le prouver une enquête de la justice américaine. Nous publions ici un bref résumé de cette étude.

dollars que le Département d'État suspendait provisoirement dans l'espoir d'obtenir quelque amélioration sur le plan des droits de l'homme, assuré qu'il était de trouver ces prêts auprès des banques privées.

En 1976, quand le Congrès décida que l'aide au Chili ne pourrait dépasser 27,5 millions de dollars, les prêts des banques privées augmentèrent de plus de 500 % par rapport à l'année précédente et atteignirent 520 millions de dollars.

Le total des prêts privés atteignit la somme fabuleuse de 858 millions de dollars en 1977.

En 1978, les emprunts provenant de sources étrangères privées atteindront presque un milliard de dollars.

Les banques privées américaines ont fourni 927 millions de dollars sur le total des emprunts effectués par le Chili depuis 1973, estimés approximativement à 1,5 milliard de dollars.

Mais en 1978, les prêts provenant des sources privées représenteront plus de 90 % de l'ensemble des emprunts du Chili<sup>3</sup>.

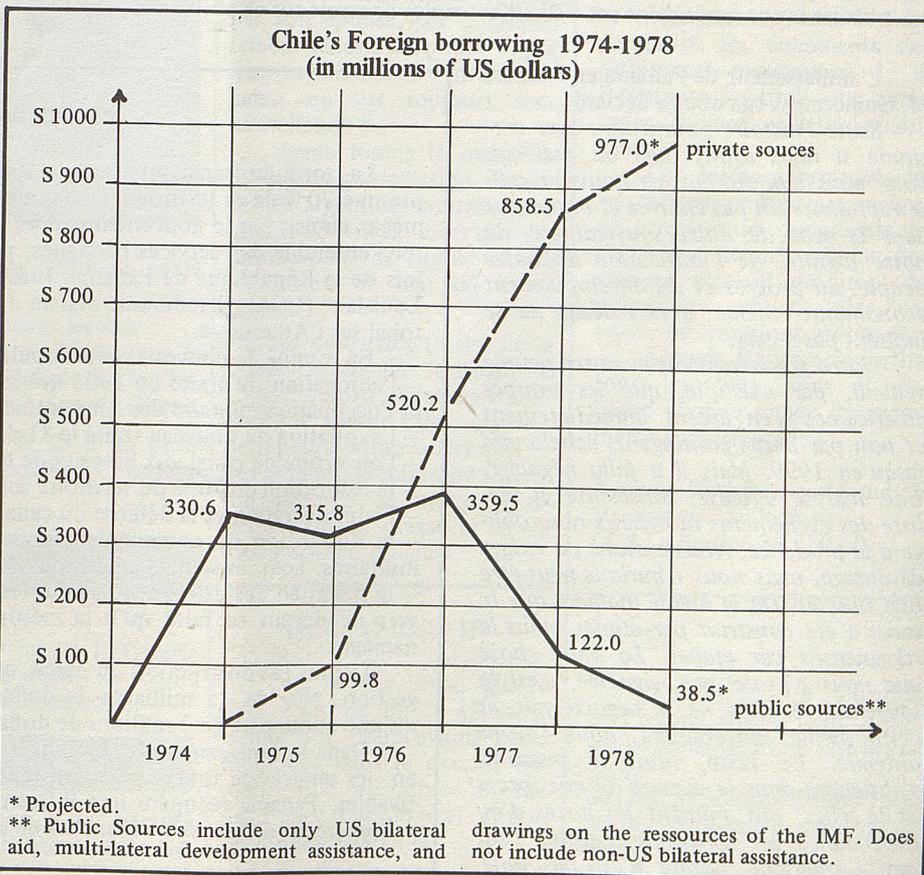
Libéré de la pression internationale, Pinochet put en toute impunité consolider son pouvoir.

P.T.

1. Parmi les banques privées qui ont consenti des prêts au gouvernement chilien entre avril 1975 et janvier 1978, on trouve les suivantes : Morgan Guaranty Trust (USA) 2 en 1977 ; Bankers Trusts Co. (USA) 180 en 1977 ; Wells Fargo Banks (USA) 125 en 1978 ; Banque Nationale de Paris (France 22 en 1977 ; Salomon Brothers (USA) 53,4 en 1977 ; Citibank (USA) 30 en 1977 ; Chemical Bank (USA) 100 en 1977 ; First Chicago (USA) 75 en 1977 ; Deutschbank (RFA) 77 en 1977 ; Libra Bank (UK) 25 en 1977 (... tous ces chiffres s'entendent en millions de dollars).

2. La dette extérieure chilienne atteint US 2.230 millions de dollars.

3. En 1977, l'endettement du secteur privé est de 770 millions de dollars.



# Panama n'a pas gagné la guerre mais une grande bataille

M. Guillermo Vega, ambassadeur de Panama en France, parle du nouveau traité.

En obtenant du gouvernement américain l'approbation du nouveau traité qui le charge de l'administration totale, des opérations, du fonctionnement et de la défense du canal, Panama a gagné une bataille mais n'a pas gagné la guerre. Le 31 décembre 1999 à midi, les troupes américaines se retireront totalement mais tout en conservant l'obligation de garantir la neutralité et la sécurité du canal.

Le nouveau traité, ratifié par le Sénat américain, le 18 avril dernier, signifie l'abrogation immédiate de l'ignominieux traité de 1903 qui méconnaissait la souveraineté de Panama et assurait éternellement la présence de troupes étrangères sur le sol panaméen. Si la victoire n'est pas totale, elle assure au moins à Panama le rétablissement de sa souveraineté. Il serait naïf de penser que cette conquête a été obtenue seulement grâce à la bonne volonté du gouvernement Carter et à l'habileté diplomatique du gouvernement panaméen. Si les eaux du canal ne se renouvellent pas sans cesse, elles auraient la couleur du sang versé par les patriotes de ce pays, particulièrement de sa jeunesse, dans leur lutte à mort pour libérer leur pays de la domination impérialiste du nord.

En même temps que Panama obtenait d'importants résultats quant au rétablissement de sa souveraineté et à l'utilisation et au contrôle du canal, les États-Unis ont réussi à faire imposer certaines clauses qui leur confèrent le droit d'assurer l'ouverture, la neutralité et l'accessibilité du canal — en clair cela veut dire que les États-Unis peuvent intervenir quand ils l'estimeront nécessaire.

Ces clauses servent de prétexte aux adversaires du nouveau traité pour affirmer que les négociations ont échoué. Les défenseurs répondent que les États-Unis n'ont pas besoin d'un morceau de papier pour décider une possible intervention armée. L'histoire latino-américaine est riche d'exemples concrets sur ce point.

*aucun de nos pays ne pourra avancer dans la satisfaction complète de ses aspirations. Nous pensons de plus que, dans une première étape, les États-Unis pourront se convaincre que leur présence militaire à Panama leur est préjudiciable, qu'elle ne se justifie pas. Si nous et les autres pays latino-américains nous réussissons à avancer, nous serons en meilleures conditions pour atteindre nos objectifs. Le général Omar Torrijos qui, depuis 1968, a été à la tête de ces négociations et a été le principal artisan du nouveau traité, a dit une fois : « Je ne veux pas entrer dans l'histoire, mais entrer dans la zone du canal ». Il a semble-t-il atteint les deux objectifs. Rendant hommage aux luttes héroïques de la jeunesse et du peuple panaméen, il a ajouté : « Ce traité est le résultat des efforts de toutes les générations passées qui ont lutté avec tout leur courage et toute leur obstination pour arracher cette enclave coloniale du sein de la patrie. »*

Propos recueillis par  
Ibar Aibar

I.I.

L'ambassadeur de Panama en France, M. Guillermo Vega nous a déclaré :

*Seule l'histoire pourra dire avec certitude si nous avons bien ou mal agi. Pour nous aujourd'hui, ce nouveau traité représente un pas énorme et important dans le sens de notre souveraineté, de notre dignité, de l'unification de notre peuple, du progrès et du développement économique, même si nos désirs ne se limitent pas à cela.*

*Notre gouvernement et notre peuple veulent, par exemple, que les troupes américaines s'en aillent immédiatement et non par petits contingents échelonnés jusqu'en 1999. Mais il a fallu négocier. Une analyse sérieuse, consciente et réaliste des événements mondiaux nous oblige à la prudence. Nous aurions pu exiger davantage, mais nous n'aurions peut-être rien obtenu. De la même manière que le canal a été construit par étapes, nous le regagnerons par étapes. La seule chose que nous n'avons pas négociée, c'est la souveraineté. Cela ne se négocie pas, et cette pleine souveraineté, nous l'avons obtenue. Le reste, nous le pensons, s'obtiendra dans la mesure de nos forces et de celles qui animent les luttes d'indépendance en Amérique Latine. Tant que l'Amérique Latine n'est pas unie,*

## LE NOUVEAU TRAITÉ

La zone du canal représente 1.142 km<sup>2</sup>. Le nouveau traité rend à Panama presque 70 % de ce territoire. Une nouvelle direction, cinq Américains, quatre Panaméens choisis par le gouvernement, va diriger le canal. Panama se chargeant d'assurer l'ensemble des services (douanes, police, pompiers, commerce, etc.), selon les lois de la République de Panama. Jusque-là tout était régi par les lois de l'État de Louisiane (USA). Il redevient maître de ses ports : Balboa sur le Pacifique et Cristobal sur l'Atlantique.

En résumé, le nouveau traité stipule :

- l'abrogation du traité de 1903 qui assurait à perpétuité la direction, le contrôle et l'occupation militaire des Américains.
- l'expiration du nouveau traité le 31 décembre 1999 à midi.
- l'ouverture du canal aux bateaux de tous les pays.
- la restitution de 70 % du territoire sous contrôle américain à Panama.
- l'administration et la défense du canal commun aux deux pays jusqu'en 1999.
- la disparition du commandement sud des États-Unis et la réduction des bases militaires. Tous les soldats américains devant avoir quitté la zone en 1999.
- le maintien des droits acquis pour les travailleurs de la zone. L'embauche d'étrangers ne devant se faire qu'à la mesure des carences de techniciens qualifiés panaméens.

Depuis la construction du canal, on estime que les USA ont gagné, grâce à sa gestion, plus de 15 milliards de dollars, le gouvernement panaméen ne recevant qu'une quote-part de 2 millions de dollars par an.

Dans le nouveau traité, le budget global atteindra 400 millions de dollars par an, les services de fonctionnement représentant 60 millions. En plus de terres cultivables, Panama récupère une infrastructure économique qui contribuera au développement de toutes les branches de son industrie nationale.

## Urgent AMÉRIQUE LATINE SUISSE

Bureau de Genève : Case postale 7 - 1219 Le Lignon - Genève (Suisse).  
Tél. : 022.964.854.

Urgent *Amérique Latine* est en vente dans les librairies suivantes :

Que faire ?, 1, place des Grottes, 1201 Genève (Suisse).  
Norda, 21, rue de Lausanne, 1200 Genève (Suisse).

## LA CASA LATINOAMERICANA

Il y a un peu plus d'un an s'est constituée à Genève la Casa Latinoamericana. Parmi ses nombreux objectifs, elle compte développer des activités de solidarité, d'information, et, de plus, faire connaître les luttes du continent.

CASLA publie un bulletin :

« Information service » sur les activités latino-américaines.

La Casa latinoamericana organise au cours de la première semaine de juin une conférence sur Cuba et sur l'Amérique Latine donnée par l'ambassadeur de la République de Cuba en Suisse.

## MUSIQUE



Créé à Fribourg, en Suisse, le Groupe **Puelche** a choisi de faire connaître le folklore latino-américain non seulement au travers de sa musique mais aussi par sa danse. Ces Chiliens mêlent danse et musique dans une chorégraphie « géographique » qui embrasse Chili, dans le sud du Chili et

l'Altiplano du Pérou et de la Bolivie.

Vous pourrez les voir :

• le 10 juin à 20 h dans la crypte de l'église de la Trinité - Taubenstrasse 4 - Berne.

• le 17 juin à 20 h au gymnase de Turnhalle - Pratteln - Basel.

## EXPOSITIONS

Ana Godel, dessinatrice et femme sculpteur argentine, exposera une série de dessins, intitulée **Nœuds et tensions**,

du 14 au 19 juin à la Galerie Branbach de Bâle, au cours de la Foire Internationale.

## CONFÉRENCES

L'Association Suisse-Améri- que de conférences à la Faculté de Droit de l'Université de Ge-

nève, Salle 009.

• Mardi 6 juin à 20 h 15 : « **Nouvelles tendances de l'assistance technique dans le système des Nations Unies** », par Alfonso Hinostroza, ex-gouverneur de la Banque Centrale du Chili et conseiller inter-régional à la CNUCED.

## COMMUNIQUÉ

Le Comité pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football de Suisse organise son action suivant plusieurs lignes :

- libération de tous les prisonniers politiques et des « disparus » ;
- rétablissement des libertés politiques, syndicales et démocratiques ;
- réapparition immédiate d'Alexis Jaccard.

Il y a un an, le 16 mai 77, disparaissait en Argentine, un étudiant suisse-chilien, Alexis Jaccard, de l'Université de Genève, qui faisait escale à Buenos Aires où il allait rendre visite à sa famille. Malgré toutes les recherches effectuées par son épouse, par le Département fédéral de police et par les organisations internationales, on est toujours sans nouvelles de lui.

Après toutes les manifestations de protestation, les autorités argentines continuent à nier sa détention, alors que des informations de bonne source indiquaient le lieu où il est détenu.

Au cours des finales de la Coupe suisse de football, le 15 mai dernier, au stade Wankdorf de Berne, des comités de réfugiés latino-américains et des groupes de solidarité suisses ont protesté au moyen d'articles dans la presse et de la distribution d'affiches.

## RECTIFICATIF

Une erreur s'est glissée dans l'adresse de la **Librairie Griot**, que nous avons communiquée dans le dernier numéro. Elle est située 6, rue des Fossés Saint-Marcel (et non des Fossés St-Michel).

# MAGAZINE

## PRESSE

Après un bilan de ses réalisations, les organisations et militants qui composent **Agencia Resistencia** ont décidé de donner une nouvelle orientation à l'agence. Les informations seront données en espagnol au public chilien et latino-américain, étant donné que le public français dispose du bulletin **Solidarité-Chili** (qui est l'expression des cinq comités de solidarité avec la lutte de la Résistance au Chili). **Agencia Resistencia** a choisi cette voie « au moment où l'unité de la gauche chilienne devient de plus en plus urgente ». Les membres de **Agencia Resistencia** « croient accomplir une tâche et répondre à un besoin, en essayant de se transformer de façon plus effective en instrument d'information, d'analyse et de débats sur la réalité chilienne et latino-américaine et de faire connaître les documents des différentes expressions de la Résistance au Chili aux camarades chiliens et latino-américains ».

Les lecteurs retrouveront les mêmes rubriques : analyse de conjoncture, documents de l'intérieur, dossier, tribune, entretiens, etc., et en liront de nouvelles : courrier des lecteurs, informations pratiques,...

**Agencia Resistencia** sortira tous les deux mois et publiera chaque année deux numéros supplémentaires.

**Agencia Resistencia**, 46 rue de Vaugirard, 75006 Paris.  
CCP La Source 34.250.60.

## FETES

Le 9 juin 1978 à 21 heures le Comité Brésil pour l'Amnistie organisera une fête brésilienne.

44, rue de Rennes 75006 Paris  
Métro St-Germain des Prés - Entrée : 20 F.

# MAGAZINE

## MANIFESTATIONS CULTURELLES

### COLLOQUE DE CERISY-LA-SALLE

Du jeudi 29 juin au soir au dimanche 9 juillet sur la littérature latino-américaine d'aujourd'hui, sous la direction de Jacques Leenhardt de l'École des Hautes Études en Sciences sociales.

Cet ensemble de conférences et de tables rondes comptera sur la participation d'un grand nombre d'écrivains et de critiques européens et latino-américains. Au cours de ces journées seront communiqués des travaux critiques qui s'insèrent dans les orientations les plus importantes de la recherche actuelle, depuis l'analyse de la réception du texte littéraire latino-américain jusqu'aux études structuralistes. Il est néanmoins intéressant de noter l'accent mis par les chercheurs qui participeront à l'événement, sur l'analyse sociologique du texte. Signalons, entre autres, l'analyse socio-linguistique de la condition du narrateur proposée par A. Roca Bastos et les réflexions sur le rapport entre société et lettres brésiliennes dans la période « post-moderne » de J. Guilherme Merquior. Représentant l'E.H.E.S.S., Jacques Leenhardt fera une communication sur *Yo el Supremo* de Roa Bastos, et le Groupe de Sociologie de la Littérature latino-américaine dirigé par Luis Bocaz présentera des résultats d'un travail sur *Coronacion* de l'écrivain chilien José Donoso. Notons également que l'œuvre de Borges fera l'objet de plusieurs exposés.

Pour tout renseignement supplémentaire, s'adresser au C.C.I.C. 50210 Cerisy-la-Salle (Manche) France. Tél. (33) 46.91.66.

Patricia Guzman Barcos et Mary Axtmann

### FESTIVAL D'AMÉRIQUE LATINE

Étalé sur tout le mois de juin et les premiers jours de juillet, pour certaines des activités, un festival d'Amérique Latine est organisé au Centre Culturel municipal de Villeparisis. Sous le titre *Images, messages de l'Amérique Latine*, 400 œuvres de peintres (parmi lesquels Balmes, Mata), sculpteurs et poètes seront présentées au public, jusqu'au 2 juillet.

Le cinéma sera présent au Colisée avec :

- jusqu'au 6 juin, *Les dieux et les morts* de Ruy Guerra (Brésil).
- du 7 au 13 juin : *Raoni* de J.P. Dutilleux.
- du 14 au 20 juin : *La première charge à la machette* de Oscar Gómez (Cuba).

Les projections ont lieu les mercredi et vendredi à 19 h,



le samedi à 16 h, le dimanche à 17 h et le mardi à 21 h.

Une projection exceptionnelle du film de Jorge Sanjines *Fuera de aquí !* (Hors d'ici !) est prévue le 17 juin à 15 h.

Au Centre socio-culturel, place Pietra Centa, plusieurs concerts sont prévus :

- mardi 6 juin, à 20 h 30 : *Chants de l'Amérique Latine*, avec Daniel Viglietti, Angel,

Isabel et Tita Parra ainsi que Patricio Castillo.

- mardi 13 juin à 19 h, *Nouvelle musique de l'Amérique Latine*, avec les groupes Skuas (qui jouera avec Didier Levallet, bassiste français), Trabunche et Tiempo Argentino.

Centre Culturel Municipal de Villeparisis, place Henri Barbusse, 77270 Villeparisis. Tél. : 427.01.01 et 427.05.05.

## CINÉMA

### L'AMÉRIQUE LATINE AU FESTIVAL DE CANNES

Plus de vingt films ont présenté l'Amérique Latine au Festival de Cannes, toutes manifestations confondues. Nous en donnons ci-dessous la liste, avec quelques indications filmographiques en souhaitant que le plus grand nombre d'entre eux parviennent à trouver un distributeur pour la plus grande joie de nos yeux.

I.R.

#### SÉLECTION OFFICIELLE

— *El Recurso del Método* (Mexique, Cuba, France) — Réal : Miguel Littin. Scénario : collaboration de Régis Debray, d'après le roman d'Alejo Carpentier (Gallimard).

Sujet : Au début du siècle, le premier magistrat, dictateur omnipotent, a grand mal à quitter Paris et ses plaisirs pour retourner dans son pays et réprimer les soulèvements militaires qui s'y produisent régulièrement. Jusqu'au jour où le soulèvement, pour la première fois, se révèle populaire, et où la répression ne suffit plus à assurer la victoire...

#### UN CERTAIN REGARD

— *Coronel Delmiro Gouveia* (Brésil). Réal. : Geraldo Sarno. Sujet : Au début du siècle, Delmiro Gouveia, riche commerçant et exportateur de Recife, se dresse contre les autorités pour implanter dans le sertao une activité industrielle et développer le progrès. Mais il se heurte au conservatisme et à l'isolationisme du gouvernement, et seul contre tous il pourra vaincre des forces qui le dépassent.

#### LA SEMAINE DE LA CRITIQUE

— *Alambrista* (États-Unis). Réal. : Robert M. Young. Sujet : Roberto Rodríguez, un jeune Mexicain, a décidé d'émigrer clandestinement aux États-Unis pour y trouver du travail. En dépit du contrôle des patrouilles de surveillance de la frontière, il parvient à passer. Commence alors son odyssée de clandestin...

— *Per Questa Notte* (Italie). Réal. : Carlo di Carlo. Scénario : adaptation du roman de Juan Carlos Onetti. Sujet : C'est l'histoire — qui dure le temps d'une nuit — d'un révolutionnaire, Ossorio, venu du Nord dans la capitale d'un pays indéterminé où la révolution a échoué et où le mécanisme de la répression frappe avec une fureur aveugle.

## LA QUINZAINE DES RÉALISATEURS

— **Gamin** (Colombie). Réal. : Ciro Durán.

**Sujet** : « Los Gaminés » qui sont-ils ? Des enfants qui ont rompu tout lien avec la cellule familiale, cellule éclatée à cause de l'agressivité du milieu ambiant des bidonvilles. Alors, regroupés en bande, ces gosses tentent de survivre dans les rues de Bogota grâce à la mendicité, au vol et à la prostitution...

— **Chuvás de Verao** (Brésil). Réal. : Carlos Diegues.

**Sujet** : Déclaration de l'auteur : « Je suis convaincu que la matière du cinéma est l'émotion qui sollicite l'imaginaire. C'est ainsi que les grands maîtres illuminèrent leurs chefs-d'œuvre. Au lieu de dogmes, l'espérance ; au lieu de programmes, de grandes utopies. Cessons pour le moment de parler des formes apparentes de la vie, et allons droit au but. Je ne prétends pas être entendu, je voudrais seulement être aimé ».

— **Los Hijos de Fierro** (France, Allemagne). Réal. : Fernando Ezequiel Solanas.

**Sujet** : Un film épico-politique, inspiré du poème argentin *Martin Fierro*, et plus précisément des vers suivants : « Que les frères soient unis, car telle est la première loi : qu'à tout moment chacun soit pour l'autre un réel ami ; s'ils se disputent, alors ceux du dehors les mangent. » Ce film est un fragment de la mémoire populaire qui exprime de manière critique la résistance du peuple et sa lutte pour la libération.

## LE MARCHÉ DU FILM

### ● CUBA

— **Un Hombre, una Mujer, una Ciudad**. Réal. Manuel O. Gómez.

— **El Brigadista**. Réal. Octavio Cortázar

— **Rancheador**. Réal. Sergio Giral.

### ● BRÉSIL

— **Mar de Rosas**. Réal. Anna Carolina Teixeira Soares

— **Aleluia ; Gretchen**. Réal. Silvio Back.

— **Diamante Bruto**. Réal. Joao Neiva

— **A Força de Xango**. Réal. Ibere Cavalcanti.

— **Crueldade Mortal**. Réal. Luiz Paulino Dos Santos.

— **Barra Pesada**. Réal. Reginaldo Faria.

— **A Casa das Tentações**. Réal. Rubem Bifora.

— **Gente Fina é outra Coisa**. Réal. Antonio Clamon.

— **O Seminarista**. Réal. Geraldo Santos Pereira.

— **Esse Rio Muito Loco**. Réal. G. Brocchi, D. de Oliveira et L. de Miranda Correa.

— **A Queda**. Réal. Ruy Guerra et Nelson Xavier.

— **A Flor da Pele**. Réal. Francisco Ramalho Junior.

## BANDITS COMME JESUS

La religion est l'opium du peuple  
(Karl Marx)

« Les Chrétiens doivent définitivement opter pour la révolution et surtout dans notre continent, où la foi chrétienne est si importante chez les masses populaires.

Quand les Chrétiens oseront donner un témoignage révolutionnaire intégral, la Révolution latino-américaine sera

invincible, étant donné que les Chrétiens ont permis jusqu'à présent que leur doctrine soit utilisée par les réactionnaires ».  
(Ernesto « Che » Guevara)

Ces deux citations contradictoires servent de point de départ au film réalisé par Cristina Ruiz et Giampiero Tartagni, avec la collaboration de Settimio Presutto, Carlo Schellino, le Grupo cine de la Base, Wellington Moreira Diniz et Fernando Birri.

Le titre du film **Bandits comme Jésus** est emprunté à une chanson de Daniel Viglietti sur Camilo Torres, qui déclarait : « La Révolution est non seulement autorisée, mais obligatoire pour les chrétiens qui voient en elle la seule manière ample et efficace de réaliser l'amour pour tous ».

Le film montre les expériences de luttes d'un groupe de sœurs et de curés de l'ex-Mouvement des Prêtres pour le Tiers-Monde en Argentine. A un moment où sont quotidiennes dans ce pays les disparitions, arrestations et tortures de religieux qui expriment leur solidarité avec les luttes qui s'y déroulent, le film veut leur donner la possibilité de témoigner et d'expliquer les raisons de leur choix pour le socialisme comme instrument pour construire une société juste.

*Je pense que les curés ont une fonction spécifique qui est différente de celle du groupe révolutionnaire, mais qui tend vers le même but. Nous travaillons tous sur le même front et nous sommes au service d'un même peuple.* Cette déclaration d'un curé, le Père Antonio, arrêté en 1972 puis relâché, illustre la dédicace du film : Matériel informatif dédié à tous ces prêtres qui, en Argentine et dans toute l'Amérique latine, ont donné leur vie ou la risquent quotidiennement dans la lutte de libération de leur peuple.

C.B.

Pour tous renseignements, s'adresser : G. Tartagni, c/o Mostra Internazionale del Nuovo Cinema - 23 Via de la Stelletta 00 186 Roma (Italie).

## 80 ANS DE CINÉMA BRÉSILIEN A LA CINÉMATHEQUE CHAILLOT

Les 6 et 7 juin seront projetés les quatre derniers films de la rétrospective du cinéma brésilien, préparée par Embrasil (Empresa Brasileira de Filmes S.A.) et la Cinémathèque Chaillot.

● mardi 6 juin à 18 h 30 : *Amuleto de Ogum* (l'Amulette d'Ogum) de Nelson Pereira Santos (1974).

— à 20 h 30 : *Lição de Amor* (Leçon d'Amour) de Eduardo Escorel (1975).



● mercredi 7 juin à 18 h 30 : *Pecado na sacristia* (Péché dans la sacristie) de Miguel H. Borges (1976)

— à 20 h 30 : *Perdida* (La fille aux herbes folles) de Carlos Alberto Prates Correia (1976).

**Cinémathèque Chaillot**, angle avenue du Président Wilson et Albert de Mun, 75016 Paris, métro : Trocadéro. (Vérifier les horaires à la salle).  
Tél. 704.24.24.

# MAGAZINE

## CONCERTS

### LOS JAIVAS

Los Jaivas donneront deux concerts au cours du mois de juin :

• le 9 juin, à 21 h : Chapiteau de la place du marché – Fête communale de Brou-sur-Chantereine – 77177.

• le 20 juin à 21 h au cours du festival de Saint-Denis, ils seront au **Théâtre Gérard Philipe**, 59, Bd. Jules Guesde, 93200 Saint-Denis.



Réservations par téléphone : 243.00.59. Entrées en vente à la FNAC et au COPAR.

Un guitariste martiniquais, José di Toux (né à Fort-de-France en 1949), expert en guitare brésilienne et de jazz, terminera le 5 juin une série de concerts commencée le 29 mai. Il sera accompagné par F.F. Jenny-Clarck, de Jean-Luc Ceddaha et Mino Cinelu aux percussions.



Théâtre Campagne Première, 19, rue Campagne Première, 75014 Paris, Métro Raspail. Tél. 322.75.93.

### TAMARUGO

Le 18 juin, au festival de Sainte Amarine (près de Mulhouse) aura lieu un concert du groupe **Tamarugo**.

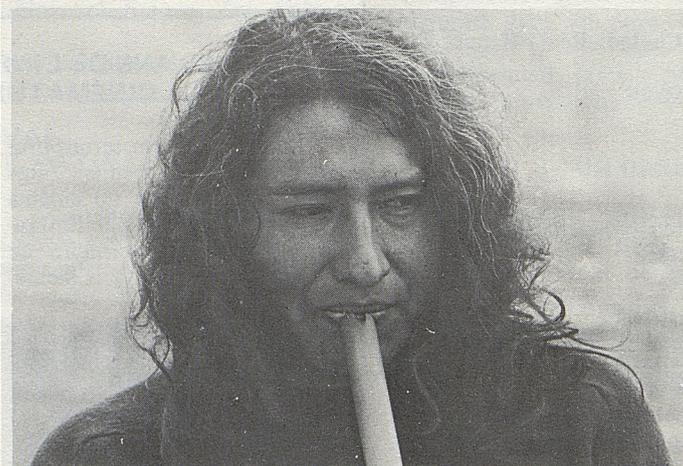
**Tamarugo**, du nom du seul arbre qui pousse dans le désert d'Atacama, au nord du Chili, s'est constitué à Paris au début de l'année 1977. Matias Pizarro (voix, piano, piano électrique), Pablo Texier (guitare électrique et acoustique, basse électrique), Alejandro Rivera (percussions, batterie) puisent autant dans les expressions musicales traditionnelles que dans les courants multiples de la musique contemporaine.



Du 6 au 17 juin à 18 h 30, au Théâtre de la Ville, aura lieu une série de concerts de **Una Ramos**.

Argentin, de père bolivien qui lui enseigna l'art de la Kena (flûte traditionnelle des Hauts-Plateaux des Andes), Una Ramos fabrique lui-même ses instruments. Il taille dans des roseaux qu'il fait venir du lac

Titicaca, les flûtes que ses ancêtres creusaient autrefois dans la terre ou dans les os des ennemis vaincus : la **kena**, ou flûte verticale sans embouchure, le **kenacho** au son plus grave dont la longueur atteint 80 centimètres, la **flautilla**, flûte à bec à trois trous, l'**antara** ou flûte de Pan qui permet d'obtenir la gamme



pentatonique, base de la musique inca.

Au Théâtre de la Ville, Una Ramos, accompagné par E.A. Rivera à la guitare et par J. Espinosa au charango, transmettra la musique « d'un peuple de paysans fiers et secrets dont je fais partie, un peuple pauvre qui chante la beauté des Hauts-Plateaux, le travail rude de l'homme, le pas de la femme indienne, le soleil, l'eau, l'amour, la montagne, sa misère aussi – et sa

sérénité – : la musique de tous les jours. »

C.B.

**Théâtre de la Ville**, Place du Châtelet 75004 Paris - Tél. : 274.11.24.

A partir du 13 juin, tous les soirs à 19 h, Ernest Rondo chantera des tangos « classiques » au Lucernaire Forum.

**Lucernaire Forum** : 53, rue Notre-Dame des Champs – 75006 Paris, Tél. 544.57.34.

## DISQUES

### « LE CRI DE L'HOMME »

LES GARANIS, de Francisco Marin, avec l'Ensemble vocal François Naturel. Paroles de Rubén Bareiro-Saguier, Francisco Marin et Virgilio Rojas.

La Paraguay est l'unique pays d'Amérique Latine dont plus de 95 % de la population est bilingue, parlant en plus de l'espagnol, considéré comme langue officielle, sa langue autochtone, le guarani. Contrairement à la langue des gens cultivés, introduite par les Castellans, le guarani est la langue populaire par laquelle on exprime l'amour, la misère, la colère ou la joie.

Jean Genet dit : « *Les Guaranis chantent et dansent et les larmes me montent aux yeux. Peut-être sont-elles amenées par la grande tristesse de leurs chants – les plus joyeux sont encore désespérés – qui disent l'esclavage ou plutôt d'où suinte la misère d'une race, et par le mode désolé des danses qui sont lentes, courbant l'échine lourde, sans cesse tirée vers une terre à la fois ingrate et consolante, dont on éprouve l'inexorable rappel, le terrible pouvoir d'attraction.* »

« *Les Indiens Guaranis ne parlent pas d'eux. Ni de leur*

peuple : le peuple – il croit donc ses artistes – le peuple parle. Non de lui, non d'une façon confuse, au contraire, il s'exprime au moyen d'un ensemble grave, presque liturgique.»

Depuis vingt ans les Guaranis de Francisco Marin, font connaître en Europe la musique de notre continent, sans jamais dénaturer notre folklore, sans jamais céder à l'imitation ou à la caricature, ni trahir ce que nous aimons.

Parmi les chansons de *Le cri de l'homme*, soulignons, *La Oración Universal* et l'éloge à *José Asunción Flores* qui dit la souffrance de ce poète paraguayen mort en exil, paroles de Ruben Bareiro-Saguier et musique de Francisco Marin.

(...)  
*C'est en exil qu'a dormi  
 Notre père, l'oiseau chanteur.  
 Sa patrie meurtrie  
 N'est pas un lieu où l'on chante.  
 Dans sa patrie enchaînée,  
 La parole est maudite.  
 Putréfiée en silence  
 Mordue par la peur,  
 Rongée par la faim,  
 La Parole se meurt.*

*Quand renaîtra l'aube,  
 Les mains de ton peuple  
 Rendront ton corps  
 A la terre fraternelle.*

*Ta guarania, le vent,  
 Notre drapeau.  
 Alors il fera jour,  
 Namandu, toi qui mènes le  
 chant.*

Olver Gilberto De Leon  
 N° 90 170 Barclay

## CANTO NUEVO AU CHILI

Mai 1977. Santiago du Chili. Stade Caupolican. Huit mille personnes sont rassemblées là pour un festival de folklore. C'est la première grande manifestation musicale depuis le coup d'État.

Après un peu plus de deux ans de vide, en 1976, la musique rejaillit pour un public assoiffé. Des « penas » se constituent, des groupes se forment, des chanteurs naissent ou renaissent. Une marque de disques se crée : *Alerce* (du

nom d'un arbre du sud du Chili).

Et, en mai de l'année dernière, à l'occasion d'une remise de prix, les chansons se succèdent au Caupolican. Ce disque fait revivre les moments les plus forts de cette « Gran noche del folklore », avec **Aquelarre, Margot Loyola**, l'ensemble **Aymara, Tito Fernandez, Wampara, Barroco Andino Chamal, Triloglia, Gabriela Pizarra** et **Los Curacas**.

Chant du Monde  
 LDX 74 681

*Desafío de Viola* est le titre du disque du collectif **Virasom** qui sortira au mois de juin. Intégré par **Teca Ricardo, Leonardo Ribeiro, Gérard Arivony, Doudou Gouirand, Perico Arteché, Chiche Ramos** et **Sidney Passarinho Barreto**, **Virasom** recherche ses motivations et inspirations dans l'expression populaire – la musique populaire comprise dans son contexte social. Ses membres déclarent : « Nous n'acceptons pas la conception selon laquelle toute musique originale et/ou élaborée soit dirigée vers une élite – nous voulons notre musique proche de ce même peuple d'où elle vient ».

**Desafío de Viola**. Sonopresse (référence non encore communiquée).

## MANIFESTATIONS POLITIQUES

Le Comité de Solidarité avec la lutte du peuple mexicain (14, rue de Nanteuil, 75005 Paris) vous invite à aller

• **lundi 5 juin** à l'inauguration de l'exposition de tableaux : **La gravure populaire au Mexique**, avec des gravures de **Marta del Pino**, à 19 heures.

**CEFRAL**, 34, rue Henri Barbusse, 75005 Paris.

• **jeudi 16 juin Fête mexicaine** avec la participation de **Judith Reyes, Marta del Pino**, de groupes mexicains. Artisanat, plats typiques, disques... 19 heures, **CEFRAL**, 34, rue Henri Barbusse 75005 Paris.

# MAGAZINE

## La section française d'Amnesty International publie un rapport sur l'Argentine

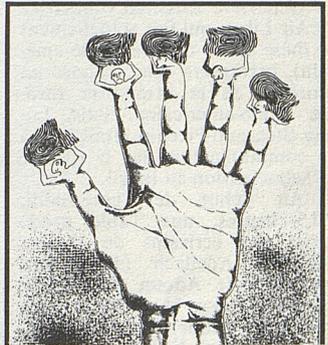
La section française d'Amnesty International vient de publier un dossier sur les violations des droits de l'homme en Argentine. Ce dossier donne des précisions sur la législation argentine, sur les conditions de détention, apporte des témoignages sur la torture et cite de nombreux cas de réfugiés latino-américains victimes de la répression du régime militaire argentin. Il comporte le témoignage du sénateur uruguayen **Enrique Erro** réfugié en Argentine, arrêté en mars 1975 et transféré de prison en prison avant d'être expulsé en novembre 1975. Le rapport cite aussi une lettre de **Wilson Ferreira Aldunate**, ancien candidat à la présidence de la République uruguayenne et chef du parti « blanco » au général **Videla**. Cette lettre décrit l'enlèvement et l'assassinat d'anciens ministres, députés et sénateurs uruguayens effectués avec la complicité de la police argentine à Buenos Aires.

Section française Amnesty International, 18, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. 222.91.32 - CCP La Source 30-160.16.

• **Lettre à la Guinée-Bissau sur l'alphabétisation**. Paulo Freire, Ed. Gallimard. Coll. Ed. Maspéro. Coll. Cahiers Li-Folio N° 120, 128 p. 6,65 F. bres N° 343, 192 p. 37 F.

• **Le dernière femme et le prochain combat**. Manuel Cofiño López. Ed. Robert Laffont, 318 p. 45 F. Traduit de l'espagnol par Françoise Pérus.

• **L'orgie perpétuelle (Flaubert et Mme Bovary)**. Mario Vargas Llosa. Ed. Gallimard, 42 F. Traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan.



Dans la collection *Thèses, Mémoires et Travaux* (fondateur : Professeur Charles-Vincent Aubrun), va paraître à la mi-juin, un livre très important : « **Caudillos** », « **Caciques** » et **dictateurs dans le roman hispano-américain**, étude portant sur trente-deux œuvres hispano-américaines.

Elles sont le fruit de l'équipe RCP 401 du CNRS (section parisienne), dirigée par le Professeur Paul Verdovoye.

On peut trouver entre autres des études sur **Amalia** de José Marmol, par Claudine Stern, **Los Caciques** de Mariano Azuela, par Danièle Couveinhes, **Tirano Banderas**, de Ramon Valle-Inclan, par Gloria Nesli Lacon, **Monsieur le Président** de Miguel Angel Asturias, par Alfred Melon, **Pedra Paramo** de Juan Rulfo, par Nilda Rosales-Arguello, **Le Recours de la Méthode**, de Alejo Carpentier, par Maryse Vich-Campos, **L'Automne du patriarche** de Gabriel García Márquez, par Monique Elalouf, et **Moi le Suprême**, de Augusto Roa Bastos, par Enrique Marini-Palmieri.

La publication de ce livre est une excellente initiative de l'Association pour l'Encouragement des Études hispaniques, (Institut Hispanique, 31, rue Gay-Lussac, 75005 Paris).

## LE THÉÂTRE LATINO-AMÉRICAIN CONTEMPORAIN

Existe-t-il un théâtre latino-américain ? Cette question que se posait Roger Caillois à la Table ronde sur la littérature latino-américaine organisée par l'Institut latino-américain de Rome en octobre 1976, a donné naissance à la réunion qui va avoir lieu les 5, 6 et 7 juin au Foyer international de l'université de Paris.

Les organisateurs du colloque (UER de Littérature générale et comparée de la Sorbonne nouvelle, en collaboration avec l'Institut italo-latino-américain de l'université de Rome) ont pris contact avec des écrivains, des metteurs en scène et des acteurs exilés en Europe ou vivant en Amérique Latine. Le projet éveilla un intérêt d'autant plus grand qu'il n'y aura pas cette année de festival à Nancy.

M. Michel Cadot, directeur de l'UER accueillera, le 5 juin à 9 h 30, les participants au colloque. Puis, l'écrivain uruguayen, Augusto Roa Bastos, président d'honneur, ouvrira le débat par une déclaration d'intentions : ces journées ne seront pas les États généraux du théâtre, ni une barricade.

Geneviève Rosental (directrice de l'Air Libre, qui fait actuellement une thèse sur le théâtre latino-américain), présentera tout d'abord un panorama de la littérature théâtrale latino-américaine. Puis, Luciana Stegagno-Picchio (Italie) fera une communication sur le théâtre de l'hallucination au Brésil.

Au début de l'après-midi, à 15 heures, une Table ronde réunira des écrivains de théâtre : Alberto Adellach (Argentine), Jorge Enrique Adoun (Équateur), Arnaldo Calveyra (Argentine), Eduardo Manet (Cuba), Griselda Gambaro (Argentine), Federico Urdiano (Argentine) et Helvio Soto (Chili).

Le désir des organisateurs du colloque (Jacqueline Baldran et Angélique Lévi, Paris III, Laure Guille-Bataillon, traductrice, Isabel Garma, femme metteur en scène et Ruben Bareiro-Saguier, Paris VIII, assistés de Raymond Cantel, Oliver Gilberto de Leon, Georges Banu, Paul Verdevoye et Helvio Soto) est de mettre constamment en présence Italiens, Français et Latino-américains pour relancer le débat et l'enrichir par ces différences.

A 20 h 30, André Cazala, F. Margarita et Dominique Vincent liront, en français, des morceaux choisis de *Les oiseaux par les yeux* de Edilio Peffa (Venezuela). Jean Bollery leur succèdera avec *La Selva* de Arnoldo Calveyra (Argentine). Nadine Basile, Jean Martinelli et Nicole Rouan liront des extraits de « *Ces visages qui apparaissent* » de Federico Urdiano (Argentine). Finalement, aura lieu une représentation du groupe brésilien *Yes tenemos bananas* (sous réserves).

### THÉÂTRE ET CULTURE

L'expérience théâtrale sera le thème des deux derniers jours. Expérience théâtrale des écrivains, des metteurs en scène et des acteurs à travers ce qu'ils écrivent et jouent.

La journée du 6 juin s'ouvrira à 9 h 30, par une réflexion sur la pratique théâtrale par Isabel Garma (Argentine). Puis Raymond Cantel commentera théâtre et folklore du Nord-est brésilien, suivi de Saul Yurkievitch qui parlera d'une expérience de théâtre populaire à Cuba.

Vers 15 heures, les metteurs en scène José Estruch (Uruguay), Isabel Garma, Edgardo Lusi (Argentine), Diana Raznovich (Argentine), Freddy Rojas (Équateur), Hugo Urquijo (Argentine) et Francisco Javier (Argentine) débattront du théâtre non aliéné. On entend par là un théâtre qui ne soit ni de boulevard, ni militant (au sens strict du mot). Il s'agit d'une expression théâtrale qui fait appel aux différentes traditions culturelles présentes sur le continent : européennes ou américaines. Des metteurs en scène français seront présents « pour réagir à l'expression latino-américaine » : Pierre Constant, Simone Benmussa, Maurice Garrel et d'autres.

A 17 heures, Atahualpa del Cioppo (Uruguay) présentera un film sur un festival de théâtre ayant eu lieu au Costa Rica.

A 20 h 30, après une introduction sur le théâtre uruguayen contemporain par Oliver Gilberto de Leon, une série de lecture en espagnol sera offerte au public : exratis de *Paternoster*, de Jacol Langsner (Uruguay) et de *Las Ranas* de Mauricio Rosecoff (Uruguay) par les comédiens Mirta Ca Medeiros, Dahd Sfeir, Mirta Caamano, Mario Aguerre (Uruguay) et Toyan Vladick (Costa Rica).



Suivre un monologue en espagnol, de Oscar Castro (Chili) sur son expérience au Chili.

### THÉÂTRE ET CONJONCTURE HISTORIQUE

Le 7 juin à 9 h 30 le crescendo de ce colloque nous amènera à voir ce qu'est le théâtre en situation de dictature, d'où sous-titre plus explicite : contraintes ou persécutions intérieures. Flor Romero de Nohra (Colombie) informera brièvement de la situation du théâtre dans son pays. Ruben Bareiro-Saguier parlera du théâtre en situation de dictature au Paraguay. Oscar Castro reviendra sur son témoignage de la veille pour parler de l'expérience du groupe *El Aleph* dans les camps de concentration au Chili. Atahualpa del Cioppo du groupe, parlera de l'expérience de *El Galpón* en Uruguay.

De la situation de dictature on glissera à ce qui en est souvent la conséquence : la situation de l'exil. Écrivains, metteurs en scène et acteurs latino-américains en Europe nous parleront à 15 heures de leur rencontre avec cet univers différent : Helvio Soto exposera un problème auquel sont maintenant confrontés tous les metteurs en scène : la recherche d'un nouveau langage pour un nouveau public. Ensuite, Mirta Ca Medeiros, Mirta Caamano, Dahd Sfeir, Patricia Gúzman (Chili) et Mario Gonzalez conteront leur expérience en Europe.

De toutes les informations accumulées au cours de ces trois jours se dégagera la réponse à la

question : le théâtre latino-américain existe-t-il ? Le colloque aura de plus montré que ce théâtre n'est pas seulement un fait littéraire, mais un fait social.

La conclusion générale se fera, à 21 heures, sur la représentation des *Frères Siamois* de Griselda Gambaro, mise en scène d'Edgardo Lusi.

Enfin et sous toutes réserves, le 8 juin, hors colloque, Eduardo Manet et sa troupe d'acteurs non professionnels présenteront à la Cartoucherie de Vincennes *Las Meninas*.

Catherine Bastard

Foyer International de l'Université de Paris 93, bd. Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. 033.49.63.

### THÉÂTRE DES NATIONS : CARACAS 1978

La quatrième saison du Théâtre des Nations se tiendra au Venezuela du 25 juin au 8 août. Cette manifestation est organisée par Maria Teresa Otero, présidente de l'Ateneo, et Carlos Giménez, directeur du Festival de Caracas.

En même temps que le festival d'autres activités se dérouleront : colloques, stages, ateliers et un cycle Théâtre dans le cinéma.



Guillermo Nunez

Dans les entrailles de ma Patrie  
entraît la peste assassine  
blessant les terres sacrées  
Le sang brûlant tombait  
de silence en silence, en bas  
jusqu'ou vit la semence  
dans l'attente du printemps  
Plus profondément ce sang tombait  
Vers les racines, il tombait  
Vers les morts, il tombait  
Vers ceux qui allaient mourir

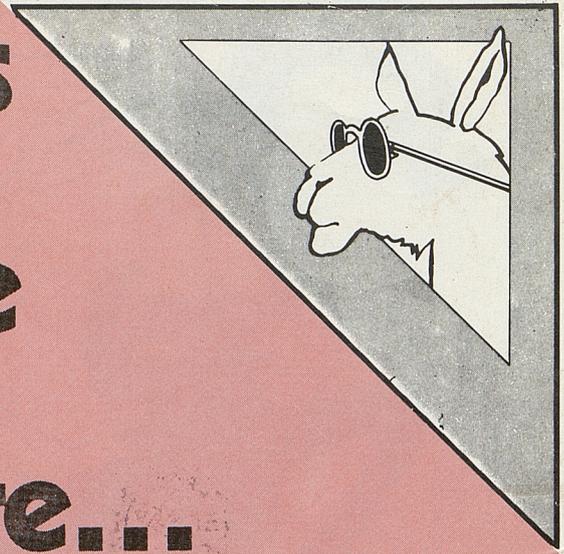
Pablo  
Neruda

**ACHETEZ une SÉRIGRAPHIE**  
offerte à « Urgent... Amérique Latine »  
par le peintre chilien Guillermo Nunez

Prix : 100 F  
Chèques ou virement à l'ordre de  
Société de Publications France-Latine  
8, rue Au Maire -- 75003 Paris.

# uniclam voyages

**faites nous  
confiance  
l'amérique  
est  
notre terre...**



	<b>vols</b>
<b>pérou</b>	<b>2 575 f</b>
<b>mexique</b>	<b>2 650 f</b>
<b>u.s.a.</b>	<b>1 540 f</b>
<b>venezuela</b>	<b>2 800 f</b>
<b>colombie</b>	<b>2 855 f</b>
<b>argentine</b>	<b>3 950 f</b>

Possibilité de faire ces vols dans la direction  
**AMÉRIQUE / EUROPE**

Autres vols :

Grèce 595

Tunis 695

Maroc 795

63, rue Monjeur-le-Prince - 75006 Paris - tél. : 329.12.36

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**  
**UNICLAM-VOYAGES**

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

## **guides**

Pérou	45 F	Guatémala	24 F
Brésil	39 F	Argentine	34 F
Bolivie	34 F	Colombie	34 F
		Machu Picchu	34 F